

L'ECONOMIE

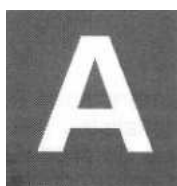
De A à Z

**Essai
de définitions marxistes**

Pierre CIZE

Cahiers de la Vérité. 1996. Supplément à la
VÉRITÉ n°17 (623)

Nota: les termes en italique sont définis par ailleurs.



ACCORDS DE BRETTON-WOODS

Les accords de Bretton-Woods (Etats-Unis), signés en juillet 1944, instituent un *système monétaire international* sur des bases rompant définitivement avec le régime *d'étalon-or* qu'avaient maintenu jusque-là certains pays (dont la France) et reprenant des dispositions du régime *d'étalon de change-or* adopté par d'autres pays (comme les Etats-Unis et l'Angleterre) depuis la Première Guerre mondiale.

Les bases de cet accord étaient les suivantes :

- institution du dollar américain comme un moyen de paiement international au même titre que l'or ;
- les autres monnaies se déterminent par rapport au dollar et à l'or par l'intermédiaire d'un système de change fixe ;
- seul le dollar est convertible directement en or au prix de 35 dollars l'once (une once = 31,104 grammes) ;
- création du *Fonds monétaire international (FMI)* avec comme fonction essentielle de veiller au bon fonctionnement du système.

Instituant la domination de fait de la monnaie américaine (et donc de *l'impérialisme* américain), ce système allait favoriser l'émergence de quantités considérables de dollars circulant à travers le monde. Le plan Marshall de reconstruction des économies capitalistes de l'après-guerre, les nécessités du fonctionnement général du système et le développement du *parasitisme* créèrent des masses énormes de dollars (les *eurodollars*), qui rendirent progressivement inopérante la parité fixe de cette monnaie par rapport à l'or.

La tendance, commencée dès la fin des années 1950, s'amplifie au cours des années 1960 pour conduire à l'édatement du système de Bretton-Woods avec la décision du gouvernement américain, le 15 août 1971, d'abandonner la *convertibilité* du dollar en or et l'institution du flottement des *monnaies*, ce dernier étant officialisé en 1976 par les accords de la Jamaïque. Cet abandon allait provoquer une nouvelle explosion du marché des eurodollars (voir à *Eurodevise*), l'émission de dollars ne subissant plus la contrainte d'un rapport fixe à l'or.

Des accords de Bretton-Woods restent aujourd'hui le *FMI*, qui s'est vu attribuer de nouvelles fondions, et la *Banque mondiale*, créée également lors de la conférence de Bretton-Woods.

ACCUMULATION DU CAPITAL

L'accumulation du *capital*, que l'on désigne communément sous le terme *d'investissement*, est le processus par lequel les capitalistes utilisent une partie de la *plus-value* dégagée dans le processus de production pour accroître la production par l'augmentation du capital productif. Cette augmentation consiste dans l'acquisition de nouvelles machines, l'amélioration des techniques et de l'organisation de la production, le développement de la recherche, etc.

La condition de l'accumulation est la réalisation de la *plus-value* par la vente des marchandises.

ACTE UNIQUE EUROPÉEN

Faisant suite au traité de Rome, acte fondateur de la CEE, signé en 1957, dont le but était d'instaurer une union douanière (voir à *Zone de*

libre-échange), l'acte unique européen a été signé en décembre 1985 (avec une entrée en vigueur en juillet 1987) par les Etats membres de la CEE. Définissant les orientations vers la création d'un marché unique européen en janvier 1993 (suppression des frontières, harmonisation des politiques sociales, *monnaie* unique, etc.), cet accord constitue l'une des bases du *traité de Maastricht*.

ACTIF

Dans le bilan d'une société, l'actif représente l'ensemble des biens (terrain, machines, bureaux, brevets, fonds de commerce, etc.), ainsi que les *créances* et les placements financiers (ou *actifs financiers*) appartenant à cette société.

Il est financé par le passif constitué par le *capital* apporté par les actionnaires et les emprunts contractés auprès des banques et des *marchés financiers*.

ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers représentent les *titres* financiers (*actions, obligations*) et les créances que détient une société. Ces actifs rapportent des *profits* qui viennent s'ajouter à ceux dégagés dans le processus de production.

On constate aujourd'hui que la partie la plus déterminante des *profits* réalisées par les sociétés sont ceux qui proviennent des actifs financiers et que leurs placements financiers ont décuplé depuis le début des années 1980.

Parallèlement, les investissements dans la production régressent. C'est la marque indiscutable du développement du *parasitisme* inhérent au stade impérialiste du capitalisme.

ACTION

Une action est un titre de propriété d'une fraction d'une société. Elle donne un droit de vote à l'assemblée générale des actionnaires.

La rémunération reçue par le détenteur d'une action est le *dividende*. L'émergence des actions a accompagné le développement du capitalisme, *l'accumulation du capital* nécessitant une mobilisation croissante de capitaux dépassant les simples possibilités d'un entrepreneur individuel.

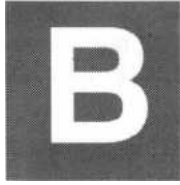
Lorsqu'une société veut constituer ou augmenter son *capital*, elle émet des actions à un certain prix unitaire, ou "valeur nominale". Cette émis-

sion ainsi que l'acquisition de ces actions s'effectuent au sein d'une *Bourse* sur ce qu'on appelle un "marché primaire".

Mais ces actions peuvent être revendues et négociées au sein de cette même *Bourse* dans un marché dit "secondaire", véritable "marché de l'occasion" (et principale activité des *Bourses*) où les actions obtiennent un prix de marché qui dépend des perspectives de gains futurs (*dividendes*) dont pourraient bénéficier les détenteurs de ces actions. Ce prix, qui n'a souvent rien à voir avec le prix d'émission (appelé "valeur nominale"), est le résultat des spéculations qui ont lieu sur le *titre*.

APPRÉCIATION MONÉTAIRE

On parle d'appréciation monétaire quand la valeur (ou le *taux de change*) d'une monnaie par rapport aux monnaies étrangères (ou par rapport à l'or en régime, aujourd'hui révolu, *d'étalon-or*) augmente sur le *marché des changes*. Quand cette appréciation procède d'une décision de l'Etat, elle correspond à une réévaluation (à l'opposé, on parle de *dépréciation monétaire* et de *déévaluation*).



BAISSE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT

La baisse tendancielle du *taux de profit* est une loi fondamentale du fonctionnement du capitalisme et se situe à la source des contradictions qui traversent ce *mode de production*.

Dans le processus *d'accumulation du capital*, sous l'impact de la concurrence entre capitalistes et de la nécessité de faire baisser la *valeur* des marchandises afin de réduire les coûts de production, et notamment la valeur de la *force de travail*, par l'augmentation de la *productivité*, la *composition organique du capital* augmente, c'est-à-dire que la part du *capital constant* augmente par rapport à la part du travail humain (*capital variable*). Mais, comme c'est l'exploitation de ce travail humain qui permet de dégager la *plus-value*, la part de cette dernière par rapport à la totalité du *capital* investi diminue, ce qui a pour conséquence de faire baisser le *taux de profit*.

Exemple

Si on reprend l'exemple qui se trouve, plus loin, dans la définition du *taux de profit* (*capital constant* de 800, *capital variable* de 200 et *plus-value* de 200), on arrive à un *taux de profit* de 20 % avec une *composition organique* du capital de 4.

Imaginons qu'une nouvelle découverte nécessite d'investir 1 000 de *capital constant* au lieu de 800, et ce pour une même quantité de *capital variable* (200) et une production de *plus-value* identique (200). La *composition organique du capital* va alors augmenter à 5. Le *taux de profit* va alors s'établir à :

$$\frac{200}{1200} = 17\%$$

Pendant la phase ascendante du capitalisme (voir à *Capitalisme ascendant*), la réponse des capitalistes à cette tendance a été le développement de la production (et donc des *forces productives*) et des marchés.

Une fois le capitalisme arrivé à son stade impérialiste (voir à *Impérialisme*) et l'expansion des marchés terminée, la lutte contre la

baisse tendancielle du taux de profit a pris la forme du développement du *parasitisme* et de la *spéculation*, débouchant de plus en plus sur la destruction des *forces productives* pour régler la tendance à la surproduction de *capital*.

BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale présente les importations et les exportations de marchandises d'un pays. Ne sont donc pas concernés les services et les mouvements de capitaux.

BALANCE DES CAPITAUX

La balance des capitaux enregistre les entrées et les sorties de capitaux d'un pays, qu'ils soient d'origine privée ou publique, qu'il s'agisse de *capitaux à court terme* ou de *capitaux à long terme*. Elle n'intègre pas les intérêts et *dividendes*, c'est-à-dire les revenus de ces capitaux (voir à *Balance des services*).

BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements correspond à la somme de la *balance des transactions courantes*, de la *balance des capitaux* et des mouvements intervenus dans les *réserves de change* de la *Banque centrale* et du système bancaire.

Tenant compte de l'ensemble des flux de marchandises et de capitaux, la balance des paiements est considérée comme un des indicateurs de base de la "santé" d'une économie, spécialement par les *marchés financiers*.

BALANCE DES SERVICES

La balance des services présente, dans le cadre des échanges d'un pays avec le reste du monde, les sorties de *devises* et les recettes de ce pays en matière de transport, d'assurance, de tourisme. Elle indique également les entrées des salaires des émigrés, les sorties de salaires des immigrés, les paiements à l'extérieur et le rapatriement des *intérêts* et *dividendes*, depuis l'étranger

BALANCE DES TRANSACTIONS (OU OPÉRATIONS) COURANTES

La balance des transactions courantes ajoute à la balance commerciale les importations et exportations de services.

BANQUES

On distingue généralement plusieurs types de banques:

- les banques d'affaires, qui ont comme activité principale la prise de participation dans les entreprises, le financement sur de longues périodes de projets industriels ou encore le conseil en privatisation ;
- les banques de dépôts, dont les ressources proviennent des dépôts des particuliers.

En fait, cette distinction disparaît de plus en plus, y compris aux Etats-Unis, où elle a force de loi (Glass-Steagall Act de 1933). La mise à jour des différents scandales du Crédit lyonnais a démontré qu'une grande banque de dépôts avait également une activité très agressive en matière de prise de participation dans le *capital* de sociétés.

En tout cas, banques d'affaires et banques de dépôts tirent une grande partie de leurs profits (mais aussi, parfois, de leurs pertes) de la *spéculation* sur les *marchés financiers* et de la spéculation immobilière.

Dans son livre *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine décrivait ainsi le rôle des banques, et son évolution :

"La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaires dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste."

La principale activité des banques c'est le *crédit*. Elles jouent donc un rôle essentiel dans la création de la *monnaie* scripturale ou *monnaie* de crédit.

BANQUE CENTRALE

La banque centrale, en tant qu'institut d'émission, a le monopole de l'émission du papier-monnaie d'un pays (alors que le Trésor est chargé de l'émission des pièces). Elle joue un rôle essentiel dans la *politique monétaire* par le contrôle de la *masse monétaire*. Elle a également pour mission d'assurer le bon fonctionnement du système bancaire national en jouant le rôle de prêteur en dernier recours des banques. C'est enfin la banque centrale qui détient les *réserves internationales de devises* du pays.

Depuis quelques années, sous le coup du développement des théories économiques libérales bourgeoises, l'indépendance de la banque centrale vis-à-vis de l'Etat a fait l'objet de nombreuses discussions. Cette indépendance fait d'ailleurs partie des critères imposés par le *traité de Maastricht* aux pays européens pour aller vers la monnaie unique (voir à *UEM*).

Officiellement, il s'agit de rompre avec les politiques développées après la Deuxième Guerre mondiale et inspirées par le *keynésianisme*, à savoir des politiques qui utilisaient la banque centrale comme un instrument d'intervention directe de l'Etat dans la vie économique.

L'indépendance de la banque centrale a surtout pour objectif de mettre face à l'Etat un gendarme chargé de le rappeler à l'ordre dès qu'il se détourne de la politique dictée par le *capital financier* en matière de budget, de privatisation, de salaires, d'acquis sociaux, etc., un gendarme agissant pour le compte des *marchés financiers* qui, en cette fin du XXe siècle, sont dominés par les besoins de *l'impérialisme* dominant, *l'impérialisme* américain.

Les principales banques centrales du monde sont la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Bundesbank (Allemagne) et la FED (Etats-Unis).

BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale, dont le siège est à Washington et dont le nom officiel est Banque internationale pour la reconstruction et le développement, est, avec le *FMI*, une des deux institutions internationales créées par les *Accords de Bretton-Woods*.

Le but initial assigné à la Banque mondiale était de financer les grands projets d'infrastructure dans les *pays dominés*. Mais, surtout à partir du début des années 1980, la Banque mondiale a joué le rôle d'organisateur des *Politiques d'ajustement structurel* instaurées par le *FMI*, politiques qui lui ont permis de s'ingérer directement dans la gestion économique et les décisions politiques des pays qui passaient sous sa coupe.

Sous réserve de l'application des *Politiques d'ajustement structurel*, la Banque mondiale octroie des prêts à long terme "d'aide à l'ajustement".

BANQUE CENTRALE

La banque centrale, en tant qu'institut d'émission, a le monopole de l'émission du papier-monnaie d'un pays (alors que le Trésor est chargé de l'émission des pièces). Elle joue un rôle essentiel dans la *politique monétaire* par le contrôle de la *masse monétaire*. Elle a également pour mission d'assurer le bon fonctionnement du système bancaire national en jouant le rôle de prêteur en dernier recours des banques. C'est enfin la banque centrale qui détient les *réserves internationales de devises* du pays.

Depuis quelques années, sous le coup du développement des théories économiques libérales bourgeoises, l'indépendance de la banque centrale vis-à-vis de l'Etat a fait l'objet de nombreuses discussions. Cette indépendance fait d'ailleurs partie des critères imposés par le *traité de Maastricht* aux pays européens pour aller vers la monnaie unique (voir à *UEM*).

Officiellement, il s'agit de rompre avec les politiques développées après la Deuxième Guerre mondiale et inspirées par le *keynésianisme*, à savoir des politiques qui utilisaient la banque centrale comme un instrument d'intervention directe de l'Etat dans la vie économique.

L'indépendance de la banque centrale a surtout pour objectif de mettre face à l'Etat un gendarme chargé de le rappeler à l'ordre dès qu'il se détourne de la politique dictée par le *capital financier* en matière de budget, de privatisation, de salaires, d'acquis sociaux, etc., un gendarme agissant pour le compte des *marchés financiers* qui, en cette fin du XXe siècle, sont dominés par les besoins de *l'impérialisme* dominant, *l'impérialisme* américain.

Les principales banques centrales du monde sont la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Bundesbank (Allemagne) et la *FED* (Etats-Unis).

BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale, dont le siège est à Washington et dont le nom officiel est Banque internationale pour la reconstruction et le développement, est, avec le *FMI*, une des deux institutions internationales créées par les *Accords de Bretton-Woods*.

Le but initial assigné à la Banque mondiale était de financer les grands projets d'infrastructure dans les *pays dominés*. Mais, surtout à partir du début des années 1980, la Banque mondiale a joué le rôle d'organisateur des *Politiques d'ajustement structurel* instaurées par le *FMI*, politiques qui lui ont permis de s'ingérer directement dans la gestion économique et les décisions politiques des pays qui passaient sous sa coupe.

Sous réserve de l'application des *Politiques d'ajustement structurel*, la Banque mondiale octroie des prêts à long terme "d'aide à l'ajustement".

BANQUE OFFSHORE

Une banque offshore est une *banque* qui ne s'occupe que d'opérations internationales et n'intervient dans aucune opération financière interne du pays où elle est localisée. Elle se situe généralement sur une *place financière offshore*, dont les activités échappent au contrôle du pays qui l'héberge.

De ce fait, les banques offshore permettent de contourner les législations en matière de contrôle des mouvements de capitaux et de secret des transactions (secret bancaire). Elles jouent donc un rôle clé dans la *spéculation* sur le plan mondial. Elles sont donc un véhicule de choix pour les mouvements de fonds liés à la corruption et au *blanchiment* de l'argent sale, notamment celui issu du trafic de drogue. Elles sont le lieu où capital "légal" et capital "illégal" se mélangent pour irriguer les *marchés financiers*. D'où un large consensus pour ne pas y toucher, au risque de remettre en cause l'ensemble des réseaux de circulation du *capital financier*.

BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement)

Créée en 1989 par les principaux pays capitalistes et par les pays de l'Est et de l'ex-URSS, et en activité depuis 1991, la BERD a d'emblée été créée pour financer le démantèlement de la propriété sociale à l'Est et l'ouverture au marché capitaliste. En cela, elle seconde parfaitement l'action du *FMI*, de la *Banque mondiale* et de la *CEE*.

BILAN

Le bilan est en quelque sorte l'inventaire, à une date donnée (généralement à la fin de l'année), de tout ce que possède une entreprise et de ce qu'on lui doit (*l'actif*), d'une part, et, d'autre part, de l'apport des actionnaires et de tout ce qu'elle doit, étant entendu qu'il doit y avoir égalité entre passif et *actif*.

BLANCHIMENT

Le blanchiment est un procédé par lequel des capitaux provenant d'activités illégales sont orientés vers des activités tout à fait légales et

officielles. L'argent de la drogue, des trafics d'armes, de l'évasion fiscale, de la corruption, peut ainsi alimenter les *marchés financiers* internationaux et principalement la *spéculation* boursière ou immobilière.

Le seul trafic de la drogue représente, selon les années, entre 200 et 500 milliards de dollars, ce qui correspond, une fois blanchis dans les circuits financiers, un montant cumulé de 3 000 milliards de dollars pour les quinze dernières années.

Les *paradis fiscaux* et autres *places financières offshore*, garants notamment du secret bancaire, sont les plaques tournantes du blanchiment de l'argent sale. Autant dire que la lutte anti-blanchiment n'est pas menée de façon très poussée par les gouvernements capitalistes, malgré les déclarations officielles et les opérations de saisies savamment médiatisées. Une véritable lutte contre le blanchiment obligerait à s'attaquer au système financier lui-même et à tous les circuits de la *spéculation*.

BONS DU TRÉSOR

Les bons du Trésor sont des emprunts à court terme (moins de cinq ans) lancés par les Etats. Ces emprunts sont représentés par des certificats (en France, du Trésor public) et leurs détenteurs reçoivent en contrepartie des intérêts (le coupon).

En France, les bons du Trésor d'une durée de deux à cinq ans (BTAN, bons du Trésor à taux annuel) servent essentiellement à financer le *déficit budgétaire*. Ces bons représentent actuellement 27 % de la *dette* de l'Etat français.

Les bons du Trésor dont la durée est inférieure ou égale à deux ans (les BTF, bons du Trésor à taux fixe), qui représentent 10 % de la *dette* de l'Etat, servent à financer les besoins de trésorerie de ce dernier du fait des décalages entre recettes et dépenses surgissant au cours d'une année.

Les bons du Trésor sont généralement achetés par des *banques* et des *investisseurs institutionnels* nationaux ou étrangers.

BOURSE DES MARCHANDISES

Les Bourses de marchandises (ou Bourses du commerce) sont des institutions créées pour organiser les échanges des principales matières premières minérales et agricoles. Ces Bourses concernent généralement le *marché au comptant* mais peuvent aussi porter sur les *marchés à terme*.

Les principales Bourses de marchandises se trouvent à Londres (London Metal Exchange), New York (New York Mercantile Exchange et New York Commodity Exchange) et surtout à Chicago (*Chicago Board of Trade* et *Chicago Mercantile Exchange*).

BOURSE - BOURSE DES VALEURS

La Bourse (ou Bourse des valeurs par opposition à la *Bourse des marchandises*) est une partie des *marchés financiers* où sont émis (marché primaire) et négociés (marché secondaire) les *actions*, les *obligations* et tout *titre* ou produit financier.

Les principales Bourses sont Wall Street (*capitalisation* de plus de 5 000 milliards de dollars, soit 27 % de la *capitalisation* mondiale), Tokyo (3 600 milliards de dollars, 19 %), Londres (1 150 milliards de dollars, 6 %), Francfort (500 milliards de dollars, 3 %) et Paris (450 milliards de dollars, 2 %).

BRI (Banque des règlements internationaux)

Créée en 1930 afin d'organiser le règlement des réparations extorquées aux pays vaincus lors de la Première Guerre mondiale, la BRI, dont le siège est à Bâle (Suisse), est un peu considérée comme la banque centrale des *banques centrales*. Elle est alimentée par les dépôts des *banques centrales* et assure les règlements entre ces dernières.

Dans les faits, elle est un acteur essentiel dans la coordination des *politiques monétaires* impulsées par les *banques centrales*. Elle peut même intervenir directement, tel que dans le cas de la crise financière mexicaine dédénchée fin 1994, où la BRI a alimenté le fonds de soutien qui a permis de sauver la *spéculation*.

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'Etat regroupe toutes les dépenses et les ressources de l'Etat. Les ressources budgétaires sont constituées des impôts et des emprunts sur les *marchés financiers*.

Il faut noter qu'un des principes de base de l'élaboration du budget (en France ou ailleurs) est le principe de non-affectation des recettes (appelé "principe d'unité"), c'est-à-dire qu'aucune relation ne doit être établie entre une dépense et une recette. En d'autres termes, toutes les recettes sont mises dans un "pot commun" indifférencié, sont noyées dans la masse et sont affectées aux dépenses en fonction de la décision politique du gouvernement.

Ce principe rend donc très dangereuse, par exemple, la fiscalisation de la Sécurité sociale, car les sommes levées par voie d'impôts, au nom du "soutien" à la protection sociale, ne sont pas, selon les règles usuelles du budget, automatiquement affectées à cette fin. Elles peuvent être utili-

sées pour des dépenses militaires ou pour le remboursement de la dette de l'Etat vis-à-vis des *marchés financiers*, par simple décision politique. D'où l'importance du combat pour l'indépendance de la Sécurité sociale en France contre tous ceux qui veulent imposer la fiscalisation de la protection sociale.

Les budgets des Etats ont alimenté et alimentent toujours le *parasitisme*. Les dépenses publiques, et notamment les dépenses militaires, constituent un important champ d'accumulation artificiel du *capital*.

Les politiques actuelles de réduction des déficits budgétaires prennent la forme de mesures anti-ouvrières contre les budgets dits sociaux, tout en assurant le paiement de la *dette* publique aux *marchés financiers* (voir aussi à *Dette*).

BOURSE - BOURSE DES VALEURS

La Bourse (ou Bourse des valeurs par opposition à la *Bourse des marchandises*) est une partie des *marchés financiers* où sont émis (marché primaire) et négociés (marché secondaire) les *actions*, les *obligations* et tout *titre* ou produit financier.

Les principales Bourses sont Wall Street (*capitalisation* de plus de 5 000 milliards de dollars, soit 27 % de la *capitalisation* mondiale), Tokyo (3 600 milliards de dollars, 19 %), Londres (1 150 milliards de dollars, 6 %), Francfort (500 milliards de dollars, 3 %) et Paris (450 milliards de dollars, 2 %).

BRI (Banque des règlements internationaux)

Créée en 1930 afin d'organiser le règlement des réparations extorquées aux pays vaincus lors de la Première Guerre mondiale, la BRI, dont le siège est à Bâle (Suisse), est un peu considérée comme la banque centrale des *banques centrales*. Elle est alimentée par les dépôts des *banques centrales* et assure les règlements entre ces dernières.

Dans les faits, elle est un acteur essentiel dans la coordination des *politiques monétaires* impulsées par les *banques centrales*. Elle peut même intervenir directement, tel que dans le cas de la crise financière mexicaine déchaînée fin 1994, où la BRI a alimenté le fonds de soutien qui a permis de sauver la *spéculation*.

BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'Etat regroupe toutes les dépenses et les ressources de l'Etat. Les ressources budgétaires sont constituées des impôts et des emprunts sur les *marchés financiers*.

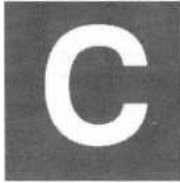
Il faut noter qu'un des principes de base de l'élaboration du budget (en France ou ailleurs) est le principe de non-affectation des recettes (appelé "principe d'unité"), c'est-à-dire qu'aucune relation ne doit être établie entre une dépense et une recette. En d'autres termes, toutes les recettes sont mises dans un "pot commun" indifférencié, sont noyées dans la masse et sont affectées aux dépenses en fonction de la décision politique du gouvernement.

Ce principe rend donc très dangereuse, par exemple, la fiscalisation de la Sécurité sociale, car les sommes levées par voie d'impôts, au nom du "soutien" à la protection sociale, ne sont pas, selon les règles usuelles du budget, automatiquement affectées à cette fin. Elles peuvent être utili-

sées pour des dépenses militaires ou pour le remboursement de la dette de l'État vis-à-vis des *marchés financiers*, par simple décision politique. D'où l'importance du combat pour l'indépendance de la Sécurité sociale en France contre tous ceux qui veulent imposer la fiscalisation de la protection sociale.

Les budgets des États ont alimenté et alimentent toujours le *parasitisme*. Les dépenses publiques, et notamment les dépenses militaires, constituent un important champ d'accumulation artificiel du *capital*.

Les politiques actuelles de réduction des déficits budgétaires prennent la forme de mesures anti-ouvrières contre les budgets dits sociaux, tout en assurant le paiement de la *dette* publique aux *marchés financiers* (voir aussi à *Dette*).



CAC 40

Le CAC 40 (CAC = Cotation assistée en continu) est le principal indice boursier de la Bourse de Paris, représentant la moyenne des quarante premières *capitalisations* de cette Bourse.

CAPITAL

1. — Le marxisme a établi que, dans le cadre du *mode de production* capitaliste, le capital est un rapport social d'exploitation particulier mettant face à face la bourgeoisie, détentrice des moyens de production, et le prolétariat, ne possédant que sa *force de travail* et ne pouvant subsister que par la vente de celle-ci.

La fonction du capital est, par l'exploitation de la *force de travail* (travail salarié), de se mettre en valeur par l'extraction de la *plus-value*. Ce processus s'exprime par la formule générale suivante :

$$A - M - A'$$

où le détenteur d'une somme d'argent achète des moyens de production (locaux, machines, matières premières) et de la *force de travail* qui, mis en oeuvre dans le processus de production, créent des marchandises, qui, par leur vente, lui permettent de récupérer une somme supérieure à la somme initiale.

Cette formule peut également s'exprimer de la façon suivante :

$$A - (C+V) - (C+V+PI) - A'$$

où le capitaliste avance de l'argent A pour acquérir du *capital constant* C et du *capital variable* V qui, dans le processus de production, dégage une valeur supérieure induisant une *plus-value* qui, réalisée à travers la vente de la marchandise, crée une somme d'argent supérieure à la somme initiale.

Dans le cadre du *mode de production* capitaliste, cette *plus-value* dégagée sur la base du travail fourni gratuitement par le salarié est la source du profit, quelles que soient les conditions dans lesquelles il se réalise et il est réparti.

2. — Le capital a également deux autres formes de mise en valeur :
a) **le capital commercial**, exprimé par la formule A - M - A', qui décrit l'action d'acheter des marchandises pour les vendre plus cher.

Comme l'indique Karl Marx (*Le Capital*, livre III) :

"Le capital marchand n'est que le capital fonctionnant dans la sphère de la circulation. Le processus de circulation est une phase du processus global de reproduction. Mais, dans le processus de circulation, il n'y a pas production de valeur ni, par conséquent, de plus-value (...). Si une plus-value est réalisée lors de la vente des marchandises produites, c'est que celles-ci la contenaient déjà."

Pour expliquer cela, Karl Marx prend l'exemple suivant : imaginons que, pour assurer une production annuelle d'une marchandise M, il faut acheter 720 de *capital constant* (c) et 180 de *capital variable* (v), soit un total de capital avancé de 900, et que la mise en œuvre de ce capital dans le processus de production permet de dégager une *plus-value* (pl) de 180.

Le prix de production (ou la valeur) de M est alors de 1 080 (720 c + 180 v + 180 pl) et le *taux de profit* de 20 %.

Imaginons encore qu'il soit nécessaire d'avancer un capital commercial de 100 pour assurer la réalisation de la *plus-value* de 180 dégagée dans le processus de production. Le capital total avancé est alors égal à la somme du capital productif avancé (900) et du capital commercial (100), soit un total de 1 000.

La *plus-value* étant toujours de 180 (puisque le capital commercial ne participe pas à la création d'une *plus-value* additionnelle), le *taux de profit* est ramené à 18 % (180/1000).

Le capital productif et le capital commercial vont se répartir le profit au prorata de leur part respective.

Le producteur, avec un capital avancé de 900, va avoir un profit de 18 %, soit 162. Le prix auquel il va alors vendre sa production au commerçant sera de 1 062, soit (900 + 162).

Le commerçant, avec un capital avancé de 100, va réaliser un profit également de 18 %, soit 18. Il va donc vendre sa marchandise au prix de 1 062 + 18, soit 1 080, c'est-à-dire la *valeur* initiale de la marchandise.

Le capital commercial ne crée donc pas de *plus-value*, mais il s'approprie une partie de la *plus-value* produite dans le processus de production.

b) **le capital de prêt ou capital bancaire**, exprimé par la formule $A - A'$, qui signifie qu'il y a prêt d'argent en vue d'en retirer encore plus d'argent par le biais des intérêts. Le capital bancaire prête à l'industriel pour qu'il achète ce qui est nécessaire à sa production, mais aussi au commerçant pour qu'il puisse acheter les marchandises qu'il va revendre.

Il va ainsi, par le biais de la perception des intérêts et des commissions, ponctionner une partie de la *plus-value* dégagée dans le processus de production et de circulation des marchandises.

3. — Le terme de capital est également utilisé dans d'autres sens :

Le capital d'une entreprise est constitué de l'ensemble des apports des actionnaires, que ce soient des apports en nature (terrains, locaux, brevets, équipements, etc.) ou des apports en argent, généralement représentés par des *actions*.

Le capital d'une entreprise est également appelé "fonds propres" (c'est-à-dire qu'ils appartiennent à la société et ne proviennent pas des emprunts).

Dans une opération de prêt, le capital est le montant de ce prêt par opposition aux intérêts.

CAPITAL CONSTANT

Le capital constant est la partie du *capital* avancée pour l'acquisition des moyens de production (machines, matières premières, brevets, etc.). Le capital constant transmet dans le processus de production sa *valeur* (ou une partie de sa *valeur*), sans créer de nouvelle *valeur*.

CAPITAL FICTIF

Pour les marxistes, le capital fictif représente des capitaux qui, n'ayant aucune base réelle ou se détachant de leur base réelle, continuent à faire l'objet de transactions spéculatives et se dotent d'un mouvement propre.

L'archétype du capital fictif est le *titre* de la *dette* publique ou le *bon du Trésor*. Le détenteur de ce *titre* estime qu'il représente un *capital*, puisqu'il est censé lui rapporter des intérêts.

Or l'Etat n'est pas un capitaliste qui emprunte des capitaux pour produire une *plus-value* qui permettra de rembourser ses emprunts. L'argent qu'il emprunte est immédiatement dépensé. A peine emprunté, ce capital n'existe plus.

L'Etat remboursera cet emprunt par des impôts ou d'autres emprunts. Cependant, les titres ainsi émis font l'objet d'opérations multiples de vente et d'achat sur les *marchés financiers*, alors qu'ils ne représentent plus de *capital* réel.

Il en est de même pour les *actions*, qui, bien que représentant un *capital* réel, ont un cours déterminé par les fluctuations des *marchés financiers*, qui souvent n'a rien à voir avec le montant initial des *actions*. Nous avons là aussi création de capital fictif.

Les *produits dérivés* sont aussi un véhicule fondamental de création de capital fictif.

CAPITAL FINANCIER

Le capital financier se définit comme la fusion du *capital* industriel (*capital* productif) et du *capital* bancaire (*capital* de prêt) sous la houlette de ce dernier. La domination du capital financier sur toute autre forme de *capital* est une des caractéristiques principales du capitalisme arrivé à son stade impérialiste.

CAPITAL VARIABLE

Le capital variable est la partie du *capital* avancée dans l'acquisition de la *force de travail*. On utilise le qualificatif "variable", car, à la différence du *capital constant*, la *force de travail*, dans le cadre du rapport social d'exploitation capitaliste, a la caractéristique de créer plus de *valeur* que ce qui est nécessaire à sa propre reproduction (voir à *Force de travail* et à *Plus-value*).

CAPITALISATION

1. — La **capitalisation boursière** est la *valeur boursière* d'une société qui est égale au nombre *d'actions* de cette société multiplié par leur cours en Bourse. La capitalisation d'une *Bourse* est la somme des capitalisations boursières de tous les *titres* cotés sur cette *Bourse*.

La capitalisation boursière mondiale représentait à la fin de l'année 1994 plus de 19 000 milliards de dollars.

2. — Le système de **retraite par capitalisation** est un mécanisme par lequel les retraites versées sont dépendantes des cotisations versées par le futur retraité pendant ses années d'activité et du résultat du placement de ces sommes sur les *marchés financiers* pendant ces mêmes années. Ces cotisations sont gérées par des *fonds de pension* détenus directement ou indirectement (et selon les systèmes) par les entreprises, par des banques ou des compagnies d'assurances.

Ce système s'oppose totalement au système de retraites par répartition, qui est basé sur un financement direct, et en temps réel, des retraites par les salaires des actifs (solidarité entre générations), une gestion indépendante des *marchés financiers* et des prestations qui ne sont pas fonction des sommes versées.

Par ailleurs, le système par répartition est sous-tendu par l'existence et la généralisation des contrats à durée indéterminée. En effet, pour assurer une pérennité du système, il faut notamment la stabilité de l'emploi, qui permet d'assurer un flux régulier de versement de cotisations en faveur des retraités. De plus, ce système s'appuie sur la notion de contrat collectif.

Au contraire, le système par capitalisation, parce qu'il ne s'appuie pas sur la solidarité entre générations et qu'il est basé sur des contrats individuels, est particulièrement adapté à la généralisation de la précarité et de la flexibilité de l'emploi.

Cela explique que, loin d'être une affaire de conception philosophique ou de mode, la mise en place des retraites par capitalisation s'inscrit totalement dans les plans de destruction organisés par le *capital financier*.

En France, l'instauration et la généralisation des retraites par capitalisation représente un enjeu essentiel pour le capital financier. Ce sont 825 milliards de francs (montant actuel des retraites) qui pourraient être ainsi jetés dans la spéculation, avec les dangers terribles que cela comporte, comme l'ont montré le pillage par Robert Maxwell des *fonds de pension*

des travailleurs de son groupe (plus de 7 milliards de francs partis en fumée) ou les faillites retentissantes de *Mutual Funds* aux Etats-Unis (voir aussi *Fonds de pension*).

CAPITALISME ASCENDANT

La phase ascendante du capitalisme couvre la période allant de l'émergence du *mode de production* capitaliste comme *mode de production* dominant, jusqu'à la première décennie du 20^e siècle environ.

Elle est marquée par une augmentation de la *productivité* du travail, le développement des marchés nationaux et internationaux afin d'absorber les marchandises produites en grande quantité. Comme pour la phase suivante du capitalisme, la phase impérialiste (voir à *Impérialisme*), le but est la production de *plus-value*, ce qui exige un combat incessant contre *la baisse tendancielle du taux de profit*. Cependant, pour le capitalisme ascendant, cela s'accompagnait du développement des *forces productives*. En ce sens, on peut dire que, durant cette période, le capitalisme a joué un rôle progressiste qui, pour les marxistes, se mesure à la capacité d'œuvrer au développement des *forces productives*.

Cette phase du capitalisme était bien sûr marquée par des crises, des purges, qui étaient rapidement absorbées au cours de l'étape suivante, marquée par une plus longue phase d'expansion. Au contraire, pendant la période impérialiste du capitalisme, que nous vivons actuellement, la crise devient une donnée permanente et n'est coupée que de petites phases de reprise.

CAPITAUX FLOTTANTS

Les capitaux flottants sont des *capitaux à court terme* hautement spéculatifs, qui passent d'une place financière à l'autre en l'espace d'un instant en fonction des possibilités de gains optimaux immédiats. Les capitaux flottants constituent un élément central des vagues spéculatives et des déstabilisations économiques et monétaires, qui en sont les conséquences.

CAPITAUX A COURT TERME

Les capitaux à court terme sont des capitaux qui sont placés à des durées allant de quelques jours à deux ans.

CAPITAUX A LONG TERME

Les capitaux à long terme sont des capitaux qui sont placés à des durées allant au-delà de deux ans.

CARTEL

Le cartel est une entente entre des entreprises indépendantes ou entre pays constituée afin de limiter la *concurrence*. Cette entente peut porter sur un partage des parts de marché ou sur les prix, ou encore, comme c'est le cas notamment dans le domaine des matières premières, tenter de se défendre contre les pays importateurs.

Ces ententes sont très souvent occultes. Cependant, il existe des cartels très officiels tels que l'*OPEP*.

CEE

Précédée par la création de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), fondée en 1951, la CEE (Communauté économique européenne) a été créée en 1957 par le traité de Rome et regroupait jusqu'en janvier 1993 douze pays européens (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal).

Dès sa création, la CEE a été constituée sous les auspices de l'*impérialisme* américain. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, celui-ci fut confronté à l'effondrement des États capitalistes européens et à la montée révolutionnaire des masses. Par le truchement du plan Marshall, l'*impérialisme* américain a largement pris en charge, avec l'aide de la bureaucratie du Kremlin, la reconstruction de ces économies.

Mais face à la force du mouvement révolutionnaire de l'après-guerre, il ne lui fut pas possible d'appliquer son projet d'intégration européenne, c'est-à-dire d'appliquer le plan dit de Morgenthau, dont l'un des aspects était la désindustrialisation de l'Allemagne pour en faire une nation essentiellement agricole.

Comme, d'un autre côté, l'*impérialisme* américain ne voulait pas voir resurgir une Europe divisée en économies enserrées dans des frontières nationales étreintes, c'est avec sa totale approbation que se constituèrent la CECA, puis la CEE.

Sous couvert de la constitution d'un vaste marché unique européen, la CEE a été un relais essentiel de la politique de désindustrialisation, de remise en cause des acquis sociaux et de désertification des campagnes.

En 1993, la CEE a été remplacée par l'*Union européenne* (voir également *PAC*, *SME*).

CHICAGO BOARD OF TRADE CHICAGO MERCANTILE EXCHANGE

Le Chicago Board of Trade et le Chicago Mercantile Exchange sont les plus importants *marchés à terme* de produits financiers du monde.

COB

Créée en 1967, la COB (Commission des opérations de Bourse) est un organisme chargé de veiller (avec pouvoir de sanction) au bon fonctionnement des *marchés financiers* français. Elle est censée traquer notamment les cas de *délits d'initié*. Ce type d'institution existe sur toutes les places boursières. A New York, il s'agit de la Securities and Exchange Commission (SEC) et, à Londres, du Stock Exchange Council (SEC).

De nombreux rapports officiels et articles de presse ont récemment démontré qu'en réalité la COB a une efficacité très relative. En premier lieu, ses dirigeants sont étroitement liés à l'Etat et aux milieux d'affaires, ce qui conduit à s'interroger sur son degré d'indépendance. D'autre part, son rôle n'est pas de freiner la *spéculation*, mais au contraire de la faciliter.

En outre, en cas d'enquête, les "suspects" sont informés bien à l'avance, ce qui leur permet de préparer leur défense, de cacher ou de détruire des documents compromettants, ou tout simplement de disparaître.

Enfin, de nombreux rapports ont démontré que la COB s'est attaquée généralement aux petits dossiers plutôt qu'aux dossiers qui concernaient les grands groupes financiers et industriels.

Pour donner une idée de la "force de frappe" de la COB, l'hebdomadaire *L'Expansion* (21 novembre 1994-4 décembre 1994) relatait ceci :

« Jacques Fournier (administrateur de la Lyonnaise des eaux) a vendu des actions Lyonnaise le 13 janvier 1993, alors qu'il était en possession d'une information confidentielle qui ne devait être rendue publique qu'une semaine plus tard. Cette nouvelle devait entraîner une chute des cours. En vendant à temps, il a ainsi évité une perte de 75 300 F. Pourtant, la COB conclut : "Il sera fait une juste appréciation du principe de proportionnalité en fixant le montant de la sanction à 40.000 francs." Vous avez bien lu, l'amende ne représente qu'un peu plus de la moitié de l'objet du délit. »

Et de citer le cas d'un initié (voir à *Délit d'initié*) qui, ayant gagné 69,5 millions de francs, s'est vu infliger une amende de 10 millions seulement !

COMPÉTITIVITÉ

La compétitivité d'une entreprise est la capacité de celle-ci à faire face à la *concurrence*. Elle exprime la recherche permanente de conditions de production permettant de dégager un *taux de profit* à un niveau normal ou supérieur à la moyenne. Dans la période du capitalisme ascendant, cette recherche prenait la forme du développement des *forces productives*: développement des techniques et de l'organisation de la production, concentration du prolétariat, etc..

A l'ère de *l'impérialisme sénile*, la recherche de la compétitivité s'exprime par la destruction des *forces productives* et les tentatives permanentes de dévalorisation de la *force de travail*.

COMPOSITION ORGANIQUE DU CAPITAL

La composition organique du capital est le rapport du *capital constant* au *capital variable* exprimé par la formule :

$$\frac{C}{V}$$

C capital constant
V capital variable

Une entreprise utilisant peu de machines, mais beaucoup de main-d'oeuvre, aura une composition organique faible. Mais la tendance est d'utiliser de plus en plus de machines pour faire face à la *concurrence* et la composition organique du capital s'alourdit de façon croissante.

La notion de composition organique du capital est essentielle pour comprendre la *baisse tendancielle du taux de profit*, tendance fondamentale du capitalisme.

CONCENTRATION

La concentration est le processus par lequel la production est réalisée par des entreprises aux dimensions de plus en plus importantes, constituées en puissants groupes industriels et financiers.

Sous l'impact des crises et du développement de l'industrialisation, cette concentration s'est manifestée de façon significative à la fin du XIXe siècle. Elle est une des caractéristiques essentielles du capitalisme arrivé à son stade impérialiste.

Ce processus a abouti à la constitution de puissants groupes structurés sous forme de *holding* détenant un portefeuille *d'actions* permettant de contrôler plusieurs entreprises.

La concentration prend la forme de la fusion ou de l'absorption, c'est-à-dire le regroupement dans une même entité juridique. Mais on peut considérer que la destruction d'entreprises, c'est-à-dire de compétiteurs potentiels, ou leur transformation en entreprises certes indépendantes, mais en position de sous-traitants de grands groupes, sont autant de formes de la concentration de la production.

On peut schématiquement indiquer trois types de concentration :

— la **concentration verticale**, qui consiste à regrouper dans la même structure tout le processus de production, depuis l'extraction de la matière première (concentration en amont) jusqu'à la production finale, voire jusqu'aux circuits de distribution (concentration en aval). Ce type de concentration correspond généralement à la volonté de maîtriser les coûts de production et de réaliser des profits élevés, puisque, notamment, le groupe industriel se vend à lui-même tous les produits intermédiaires.

— la **concentration horizontale**, qui consiste à regrouper des entreprises produisant le même type de produit. Le contrôle significatif ou total du marché est la motivation essentielle de ce type de concentration.

— la **concentration conglomérale**, qui conduit au regroupement d'activités qui n'ont aucun lien entre elles. Ce type de concentration per-

met de répartir les risques en faisant compenser des *rendements* peu élevés dans certains secteurs par des *rendements* plus élevés dans d'autres. Cela permet également d'assurer la survie du groupe industriel en rendant possible toute reconversion.

Avec le cas particulier de la sous-traitance, on peut constater que la concentration n'exclut pas le développement des **PME** (petites et moyennes entreprises), car si elle s'exprime souvent par la destruction physique ou la fusion d'entreprises, elle est avant tout un contrôle de la production et des marchés.

La concentration peut avoir pour effet de constituer des *monopoles* ou des *oligopoles* mondiaux. On sait par exemple qu'une quinzaine de firmes contrôlent le *marché mondial* de l'automobile et à peine six ou sept contrôlent celui des ordinateurs.

CONCURRENCE

Dans le *mode de production* capitaliste, la concurrence est le moteur de la recherche d'une meilleure *productivité du travail*, d'une solution pour enrayer la *baisse tendancielle du taux de profit*.

Léon Trotsky analysait ainsi l'évolution de la concurrence sous le *mode de production* capitaliste :

"Au XIXe siècle, la lutte pour une plus grande productivité du travail a revêtu essentiellement la forme de la libre concurrence, laquelle a maintenu l'équilibre dynamique de l'économie capitaliste à travers des fluctuations cycliques. Mais, précisément, du fait de son rôle progressif, la concurrence a conduit à une monstrueuse concentration en trusts et syndicats, ce qui a à son tour signifié une concentration des contradictions économiques et sociales. La libre concurrence est comme une poule qui aurait couvé, non un canard, mais un crocodile. Rien d'étonnant qu'elle ne puisse venir à bout de sa propre progéniture I" ("Nationalisme et vie économique", *Œuvres*, tome III).

CONVERTIBILITÉ

La convertibilité d'une *monnaie* est la possibilité pour un détenteur de cette monnaie de pouvoir l'échanger librement contre d'autres *monnaies* (ou contre de l'or dans le cadre de l'ancien régime *d'étalon-or*).

COTATION

La cotation est une technique de fixation du *cours* d'un *titre*. La cotation la plus ancienne et la plus classique est la cotation de "fixing", qui détermine pour un *titre* donné un seul *cours* par jour à heure fixe. Ce

type de cotation tend aujourd'hui à disparaître au bénéfice de la cotation en continu, qui, gérée par ordinateur, permet de déterminer plusieurs *cours* tout au long d'une journée. Cette dernière méthode permet ainsi de démultiplier les possibilités de *spéculation* dans un même jour.

COURS

Le cours d'un *titre*, d'une matière première ou d'une *monnaie* est son prix de négociation sur le marché qui lui correspond (*Bourse*, marché des matières premières, *marché des changes*). Ce prix est fonction de l'offre et de la demande.

COURS FORCÉ

Lorsque la *banque centrale* impose le billet de banque comme seule forme acceptable de *monnaie*, à l'exclusion de toute autre forme de *monnaie*, on dit qu'elle force le cours du billet.

Le cours forcé est un régime où la monnaie nationale n'est plus convertible en or, au moins sur le plan national, c'est-à-dire qu'un détenteur de billets ne peut en obtenir la contrepartie en or. Le billet de banque est alors imposé comme seule monnaie valable par la *banque centrale*, qui peut alors se permettre d'émettre des quantités de billets sans rapport avec la quantité d'or qu'elle possède.

Le cours forcé des monnaies a été instauré pour la première fois par les Etats en conflit lors de la Première Guerre mondiale. Les nécessités du financement de l'industrie de guerre ont fait "marcher la planche à billets" au-delà des quantités d'or en circulation. Depuis, le cours forcé s'est généralisé à tous les pays et a correspondu à la disparition du régime *d'étalon-or*.

COURS LÉGAL

Le cours légal d'un billet de banque signifie que la valeur de ce billet est définie par la somme qui y est imprimé. Ce cours est imposé par l'Etat.

CRÉANCES - CRÉANCIERS

Lorsqu'une banque, par exemple, prête une somme à un de ses clients, on dit qu'elle a une créance sur ce client. Elle joue alors le rôle d'un créancier.

DÉLIT D'INITIÉ

Le délit d'initié correspond au cas où un intervenant (l'initié) sur un *marché financier* est en possession d'une information confidentielle, non divulguée aux autres intervenants, lui permettant d'effectuer des opérations de *spéculation* sur un *titre*.

Par exemple, un initié a connaissance de la signature (non encore publique) d'un contrat par une société qui va provoquer, dès que cela sera connu, une flambée du cours de son *action*, celle-ci étant recherchée du fait des perspectives de profits futurs ouvertes par cet événement. Cet initié va donc immédiatement acheter des quantités importantes d'*actions* et, dès que l'information sera connue, il profitera de la hausse du *cours* de ces *actions* en les vendant et en s'assurant un substantiel *profit*.

Ce type de délit a pris des proportions importantes avec le développement des *marchés financiers* et de la *spéculation*. Les *banques* sont particulièrement sensibles sur ce plan du fait de la multiplicité de leurs activités : organisation des fusions et absorptions, financement des contrats, financement des *OPA*, d'une part, et intervention sur les *marchés financiers*, d'autre part.

Les délits d'initiés sont, dans les faits, faiblement sanctionnés (voir à *COB*).

DÉLOCALISATIONS

Les délocalisations consistent à déplacer des centres de production vers des pays où les coûts de production, essentiellement les coûts salariaux, sont plus bas.

Les délocalisations sont un des moyens par lesquels les capitalistes tentent en permanence de dégager une quantité croissante de *plus-value* et d'enrayer la *baisse tendancielle du taux de profit*, tendance essentielle du *mode de production capitaliste*.

Elles servent à la fois à utiliser la main-d'oeuvre meilleur marché des *pays dominés* et à exercer un chantage à la baisse des salaires et au démantèlement des acquis sociaux sur les travailleurs des pays capitalistes avancés.

Par ailleurs, les délocalisations sont préparées par les conséquences destructrices des *politiques d'ajustement structurel* en mettant à la disposition des *trusts* capitalistes une main-d'oeuvre à bon marché et des conditions d'exploitation libérées de toute entrave, notamment dans les *zones franches*.

Les délocalisations existent également entre pays capitalistes, notamment au sein de la *CEE-Union européenne*, où le coût du travail (salaires, acquis sociaux) varie selon les pays.

CRÉDIT

Le crédit est la principale activité des *banques* ou des organismes de crédit spécialisés, à travers les prêts aux particuliers (crédits à la consommation, prêts immobiliers) ou aux entreprises (crédit à la production), contre paiement d'intérêts.

On peut distinguer deux types de crédit : le crédit commercial et le crédit bancaire.

Le **crédit commercial** est la forme de crédit la plus ancienne. Il correspond au cas où un commerçant ou un producteur vend un produit à crédit. L'acheteur acquiert tout de suite la marchandise et s'engage à payer plus tard en signant une reconnaissance de dette (traite). Le vendeur peut utiliser cette reconnaissance de dette de deux manières :

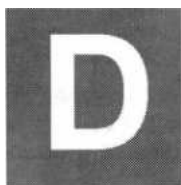
— il peut s'en servir pour rembourser ses propres *dettes*. La reconnaissance de dette va alors être passée à une troisième personne (on dit "être endossée en faveur d'un tiers"), qui devient ainsi la personne qui recevra la somme qui sera payée par l'acheteur initial ;

— il peut la présenter à sa banque, qui lui donne en contrepartie la somme inscrite sur la reconnaissance de dette et devient ainsi le nouveau *créancier* de l'acheteur initial (opérations d'escompte ou de mobilisation).

Le **crédit bancaire** s'est développé en relation avec le besoin croissant de capitaux afin de mettre en oeuvre des processus de production de plus en plus lourds et complexes ne permettant plus à un capitaliste individuel de l'assumer seul. Le développement du crédit a conduit les *banques* à jouer un rôle déterminant en exerçant une ponction de *plus-value* de plus en plus importante pour se faire payer les intérêts de leurs prêts (voir à *Capital*).

CROISSANCE

La croissance de l'économie est mesurée généralement par l'évolution du *Produit intérieur brut (PIB)* ou du *Produit national brut (PNB)* observée sur de longues périodes.



DÉBITEUR

Dans une opération de prêt, le débiteur est celui qui reçoit le prêt et doit le rembourser.

DÉFICIT

1. — Le déficit budgétaire (dépenses supérieures aux recettes) est généralement financé soit par l'augmentation des impôts, soit par le lancement d'emprunts ou encore par l'émission de billets de banque ("faire fonctionner la planche à billets") en se faisant financer par la *banque centrale*. Cette dernière méthode est de moins en moins utilisée, avec l'instauration de l'indépendance des *banques centrales* par rapport aux Etats. Quant à l'augmentation des impôts, elle se trouve limitée par la capacité politique et financière des contribuables à pouvoir les supporter.

En conséquence, les déficits budgétaires sont généralement financés par des emprunts, par l'émission d'*obligations* de durée variable. Ces *titres* alimentent les *marchés financiers* et la *spéculation*, et sont également la source de la création massive de *capitaux fictifs*.

Les déficits budgétaires se sont creusés, notamment depuis la Deuxième Guerre mondiale, sous l'impact des politiques faisant jouer à l'Etat un rôle de plus en plus déterminant dans la vie économique. D'un côté, l'Etat, par ses dépenses, soutenait de façon artificielle l'accumulation du capital, notamment par ses dépenses d'armement. De l'autre, pour financer cela, il alimentait les *marchés financiers* de *titres*, alourdissant encore les postes du budget affectés au paiement de cette *dette* (voir à *Service de la dette*).

Pour 1996, le gouvernement américain prévoit un déficit budgétaire de presque 200 milliards de dollars, avec un budget consacré pour 262 milliards de dollars à la Défense et pour 257 milliards au remboursement de la *dette* de l'Etat. La suppression de l'un de ces postes permettrait à elle seule de dégager un excédent budgétaire.

Aujourd'hui, les pressions exercées sur les gouvernements par le *FMI*, la *Banque mondiale* et leurs relais, pour la réduction des déficits, sont le prétexte pour lancer de larges politiques anti-ouvrières. Alors que le "bon sens" dicterait de refuser de payer la *dette*, que les spéculateurs se sont

remboursée plusieurs fois par le jeu de la *spéculation*, et de supprimer les dépenses parasites de l'Etat (les dépenses d'armement, par exemple), la voie prise par les gouvernements capitalistes est celle de la destruction des budget sociaux.

2. — Le déficit de la *balance commerciale* (ou déficit commercial) signifie que les importations d'un pays sont supérieures à ses exportations.

Cela montre généralement un manque de *compétitivité* de la production nationale par rapport aux autres pays. En d'autres termes, il est plus intéressant d'acheter un produit à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Cependant, dans le cas des *pays dominés*, ce déficit de la *balance commerciale* est l'expression de l'application intensive des *politiques d'ajustement structurel*, qui ont liquidé des secteurs industriels entiers. Par exemple, au Mexique, jusqu'à la crise de la fin de l'année 1994, on constate un parallélisme total entre l'augmentation du déficit commercial et l'application des *politiques d'ajustement structurel*.

Le déficit commercial, comme tous les déficits des autres balances, a des conséquences directes sur le *cours des monnaies*. Si un pays achète plus qu'il ne vend à l'extérieur, il est obligé de créer une quantité croissante de sa propre *monnaie* pour payer ce qu'il doit, ce qui provoque une *dépréciation* de sa *monnaie*. D'autre part, pour réduire son déficit commercial, un gouvernement peut décider d'augmenter ses exportations en dévaluant sa *monnaie* et donc en rendant ses produits moins chers (*dévaluation compétitive*).

3. — Le déficit de la *balance des paiements* d'un pays signifie que ce pays doit plus d'argent à l'extérieur que ce qu'on lui doit. Cela est dû non seulement au poids du déficit commercial (le pays est obligé d'emprunter à l'extérieur pour payer ses achats), mais aussi au paiement de la *dette* extérieure et des *dividendes* dus aux multinationales.

DÉFLATION

La déflation est une politique de lutte brutale contre *l'inflation* visant à restreindre la demande pour réduire les prix. Cette politique se manifeste généralement par :

- une réduction de la consommation par l'augmentation des impôts et (ou) le blocage des salaires, ou même leur réduction ;
- une réduction des dépenses publiques ;
- une limitation du crédit par la hausse des *taux d'intérêts*.

L'ensemble des politiques économiques appliquées par les gouvernements des pays capitalistes depuis le début des années 1980 peuvent être caractérisées comme des politiques déflationnistes. C'est le cas en France depuis le Plan Delors de 1982.

DÉLIT D'INITIÉ

Le délit d'initié correspond au cas où un intervenant (l'initié) sur un *marché financier* est en possession d'une information confidentielle, non divulguée aux autres intervenants, lui permettant d'effectuer des opérations de *spéculation* sur un *titre*.

Par exemple, un initié a connaissance de la signature (non encore publique) d'un contrat par une société qui va provoquer, dès que cela sera connu, une flambée du cours de son *action*, celle-ci étant recherchée du fait des perspectives de profits futurs ouvertes par cet événement. Cet initié va donc immédiatement acheter des quantités importantes d'*actions* et, dès que l'information sera connue, il profitera de la hausse du *cours* de ces *actions* en les vendant et en s'assurant un substantiel *profit*.

Ce type de délit a pris des proportions importantes avec le développement des *marchés financiers* et de la *spéculation*. Les *banques* sont particulièrement sensibles sur ce plan du fait de la multiplicité de leurs activités : organisation des fusions et absorptions, financement des contrats, financement des *OPA*, d'une part, et intervention sur les *marchés financiers*, d'autre part.

Les délits d'initiés sont, dans les faits, faiblement sanctionnés (voir à *COB*).

DÉLOCALISATIONS

Les délocalisations consistent à déplacer des centres de production vers des pays où les coûts de production, essentiellement les coûts salariaux, sont plus bas.

Les délocalisations sont un des moyens par lesquels les capitalistes tentent en permanence de dégager une quantité croissante de *plus-value* et d'enrayer la *baisse tendancielle du taux de profit*, tendance essentielle du *mode de production* capitaliste.

Elles servent à la fois à utiliser la main-d'oeuvre meilleur marché des *pays dominés* et à exercer un chantage à la baisse des salaires et au démantèlement des acquis sociaux sur les travailleurs des pays capitalistes avancés.

Par ailleurs, les délocalisations sont préparées par les conséquences destructrices des *politiques d'ajustement structurel* en mettant à la disposition des *trusts* capitalistes une main-d'oeuvre à bon marché et des conditions d'exploitation libérées de toute entrave, notamment dans les *zones franches*.

Les délocalisations existent également entre pays capitalistes, notamment au sein de la *CEE-Union européenne*, où le coût du travail (salaires, acquis sociaux) varie selon les pays.

DÉPRÉCIATION MONÉTAIRE

On parle de dépréciation monétaire quand le *cours* d'une *monnaie* diminue. Quand cette dépréciation procède d'une décision de l'Etat, elle correspond à une *dévaluation*.

DÉPRESSION

La dépression est une situation de profonde crise économique marquée par une contraction brutale de la production, de la consommation et de l'investissement et par une croissance massive du chômage.

Elle peut se mesurer notamment par une baisse subite du *PIB* et du *PNB*.

La dépression se distingue de la *récession* en ce que cette dernière se manifeste par un ralentissement et non pas une réduction de la *croissance*.

La dernière dépression qu'ont connue les pays capitalistes est la dépression des années 1930. Mais, depuis, de nombreux pays ont connu individuellement des périodes de dépression économique, notamment les *pays dominés* soumis au traitement de choc des *politiques d'ajustement structurel*.

DÉRÉGLEMENTATION

Credo des théoriciens économiques libéraux (voir à *Libéralisme*) et, plus largement, des gouvernements capitalistes, la déréglementation est la suppression plus ou moins progressive de règles qui sont considérées par les capitalistes comme une entrave à la réalisation des *profits*.

Sous les auspices du *FMI*, de la *Banque mondiale* et de la *CEE-Union européenne*, elle représente une politique d'ensemble contre tout ce qui constitue la classe ouvrière en tant que classe, tout ce qui entre dans la composition de la valeur de la *force de travail* : réduction ou suppression des règles du Code du travail et des conventions collectives, démantèlement de la protection sociale, abaissement des salaires, etc.

La déréglementation est aussi l'expression de la politique impulsée par *l'impérialisme* dominant, *l'impérialisme* américain, afin de soumettre tous les autres *impérialismes*, imposer l'ouverture de leur marché aux *capitaux* américains : suppression du contrôle des prix et des changes, suppression des normes, discussions du GATT, etc.

DETTE

La dette mondiale s'élève actuellement à plus de 30 000 milliards de dollars.

1. — Dette des *pays dominés*

Du point de vue des crédits qui font la dette, on distingue, d'une part, l'endettement public souscrit par l'Etat, les entreprises d'Etat et toute autre entité garantie par l'Etat et, d'autre part, l'endettement privé.

Du point de vue de l'origine de la dette, on distingue trois types de crédits :

— les crédits accordés par des institutions multilatérales (ou multinationales) comme le *FMI*, la *Banque mondiale*, la *BERD*, etc.;

— les crédits accordés ou garantis par le gouvernement prêteur ; en France, il s'agit des prêts du Trésor et des crédits garantis par la COFACE (Compagnie française d'assurance du commerce extérieur), compagnie d'assurance agissant pour le compte de l'Etat français ;

— les crédits d'origine privée accordés par les *banques* commerciales, qui ne bénéficient d'aucune garantie du gouvernement du pays d'origine.

Les crédits multilatéraux ne peuvent pas faire l'objet d'un *rééchelonnement*. Les crédits de la seconde catégorie peuvent être rééchelonnés et ce *rééchelonnement* est étudié et décidé dans le cadre du Club de Paris, dont le secrétariat est assuré par le Trésor français.

Créé en 1976, le Club de Paris regroupe l'ensemble des pays *créanciers* publics d'un pays donné ainsi que des représentants de la *Banque mondiale* et du *FMI*.

Enfin, le *rééchelonnement* des crédits accordés par des *banques* commerciales est étudié et décidé dans le cadre du Club de Londres, qui regroupe tous les *créanciers* privés d'un pays.

A noter que le Club de Paris n'étudiera le *rééchelonnement* d'un crédit que si le pays *débiteur* a passé au préalable un accord avec le *FMI* pour la mise en place d'une *politique d'ajustement structurel*, et que le Club de Londres ne fera de même que si un accord avec le Club de Paris a été trouvé.

Depuis la fin des années 1980, la dette "Club de Londres" a fait l'objet d'un traitement spécial utilisant largement les mécanismes du *marché de la dette*. Ce traitement, appelé "plan Brady" (du nom du secrétaire au Trésor américain de l'époque), rend possible la transformation de la dette en *titres* négociables sur les *marchés financiers*. Alors que la dette était le produit d'une relation entre une *banque* et une entité emprunteuse, désormais, la dette est devenue un *titre* que peut acquérir et revendre n'importe qui, comme c'est le cas d'une *action* ou d'une *obligation*.

La dette des *pays dominés* n'est pas le fruit de peuples "ayant vécu au-dessus de leurs moyens", comme disent ceux qui défendent les *politiques d'ajustement structurel* et la politique de *l'impérialisme*. Elle pro-

vient de la politique du *capital financier* qui, à partir des années 1960, a forcé les *pays dominés*, avec la complicité des bourgeoisies locales, à accepter des masses croissantes de *crédit* en utilisant les quantités d'*eurodollars* et de *pétrodollars* qui encombraient les coffres des *banques*.

Il s'agissait de *crédits* accordés pour des projets souvent inadaptés ou inexistant, des *crédits* qui, pour une grande part, ont alimenté la corruption et les nombreux comptes que détiennent les bourgeoisies locales à l'extérieur du pays dans les *banques* impérialistes.

On estime que, au bas mot, un tiers de la dette porte sur des projets inutiles ou inadaptés et un autre tiers est parti dans la corruption.

Mais cette dette a rapporté et rapporte toujours des quantités impressionnantes de profits pour le *capital financier*, du fait des intérêts perçus, intérêts qui sont autant de ponctions sur les *pays dominés*.

La dette des *pays dominés* s'élève actuellement à 1 900 milliards de dollars. Malgré les (ou à cause des) *rééchelonnements* et les initiatives de réduction de la dette, celle-ci n'a cessé de croître.

Sa composition interne a en revanche évolué. Alors qu'auparavant, elle était majoritairement constituée de prêts accordés ou garantis par les Etats impérialistes, elle est aujourd'hui majoritairement composée de sources privées et plus particulièrement d'emprunts auprès des *marchés financiers*. La politique de privatisation et le développement des *marchés émergents* ont stimulé cette évolution, qui n'est pas sans conséquence sur les *pays dominés*. Ainsi, en 1982, la crise de la dette avait été ouverte par le Mexique, car il ne pouvait faire face au paiement de sa dette. Fin 1994, le Mexique faisait face à une nouvelle crise dédénchée, elle, par les *marchés financiers*, dont le pays était devenu totalement dépendant.

2. — Dette de l'Etat

La dette de l'Etat se matérialise par les *bons du Trésor* et les *obligations* d'Etat. Elle a pour objet le financement du *budget* et du *déficit budgétaire*. Tant que son paiement n'est pas rédamé par ceux qui la détiennent, cette dette fait l'objet d'un marché spéculatif important. Comme le déclarait un directeur général d'une grande banque française, "*par leur masse considérable, sans équivalent dans l'histoire si on excepte les périodes de guerre, les dettes des Etats représentent un gisement à peu près illimité d'instruments de la spéculation*" (AFP, 5 septembre 1994).

Par ailleurs, cette dette joue un rôle décisif, notamment dans la détermination des *taux d'intérêt* à long terme.

La dette des pays de l'OCDE représente plus de 13 000 milliards de dollars. Les Etats-Unis ont à eux seuls 4 900 milliards de dette. En France, la dette de l'Etat s'élève à environ 435 milliards de dollars, dont plus de 80 % sont financés par les *marchés financiers*. Les deux tiers de cette dette sont constitués d'obligations à long terme, pouvant aller jusqu'à trente ans (OAT, ou obligations assimilables du Trésor).

Notons enfin que 70 % des émissions mondiales d'obligations sont le fait des Etats.

3. — Le solde de la dette, soit 15 000 milliards de dollars, représente donc l'ensemble de l'endettement des entreprises privées, des grands *trusts* mondiaux, mais aussi des *banques* et de tous les intervenants sur les *marchés financiers*, qui s'endettent pour alimenter la *spéculation*.

DÉVALUATION

La dévaluation est une décision volontaire d'un gouvernement visant à déprécier la valeur (le *cours*) de sa *monnaie* par rapport aux *monnaies* étrangères (ou par rapport à l'or dans l'ancien régime *d'étalon-or*). La dévaluation peut être imposée aux gouvernements par les *marchés financiers*, qui spéculent contre la *monnaie* concernée. Mais elle peut être une décision stratégique d'un gouvernement en vue d'accroître les exportations du pays en rendant ses produits moins chers et ainsi réduire ou annuler un *déficit de la balance commerciale* ou de la *balance des paiements*. On parlera alors de dévaluation compétitive.

En même temps, ce type de dévaluation, en renchérissant les importations, fournit le prétexte pour réduire le prix de la *force de travail* au nom de la recherche de la *compétitivité* des produits nationaux.

L'instauration du *SME*, la signature des accords du *GATT* et des accords régionaux de *libre-échange*, etc., sont autant d'événements censés avoir pour but d'éviter les dévaluations compétitives. Mais la récente attitude du gouvernement américain face au glissement vers le bas du dollar démontre amplement que la *dépréciation* (provoquée ou non) de la *monnaie* reste une redoutable arme de concurrence interimpérialiste.

DEVISE

Une devise désigne une *monnaie* étrangère.

DIVIDENDE

Le dividende est la rémunération d'une *action* calculée en fonction des bénéfices réalisés par la société concernée.

DOW JONES

Le Dow Jones (de son vrai nom "Dow Jones Industrial Average") est l'indice de la Bourse de New York (New York Stock Exchange, autrement appelé "Wall Street"). Il correspond à la moyenne des trente plus grandes *capitalisations* présentes sur cette Bourse, les *titres* correspondants

représentant environ un quart de l'ensemble de la *capitalisation* boursière de Wall Street.

Depuis le début des années 1950, cet indice a été multiplié par huit.

DTS

Créé en 1967, le DTS (droit de tirage spécial) est l'unité de compte utilisée par le *FMI* pour déterminer le montant de ses prêts et pour évaluer la quote-part que doit apporter chaque pays membre pour alimenter ses réserves.

Lors de sa création, un DTS valait un dollar, ce dernier ayant alors une parité de 35 dollars pour une once d'or. Lorsque le système monétaire fixé par les *accords de Bretton-Woods* a été remis en cause par *l'impérialisme* américain en 1971 et après que le régime des changes flottants (*flottement des monnaies*) se fut généralisé, la valeur du DTS fut déterminée par un panier de *monnaies*, dont l'importance respective est fonction du poids de chaque pays concerné dans la production et le commerce mondiaux. De seize *monnaies* en 1974, ce panier est passé en janvier 1981 à cinq *monnaies*: Le dollar américain (40 % du panier), le mark allemand (21 %), le yen japonais (17 %), le franc français (11 %) et la livre sterling (11 %). Cette répartition donne de fait la primauté au dollar.

Dès le début, les DTS avaient comme vocation d'augmenter les *réserves de changes internationales* des pays membres pour accroître le commerce mondial. Il s'agissait, en fait, d'une tentative de *l'impérialisme sénile* pour enrayer la *baisse tendancelle du taux de profit*, tendance inhérente au capitalisme, et de surmonter artificiellement la contradiction fondamentale entre la tendance au développement des *forces productives* et le caractère étriqué des marchés.

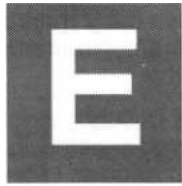
Cette tentative fut un échec, car le système capitaliste international souffrait déjà d'un excès de dollars et la prédominance du dollar dans la détermination de la valeur des DTS signifiait que ceux-ci constituaient de fait une nouvelle création de dollars.

Aujourd'hui, les DTS ne représentent que 2 % du montant *des réserves de changes internationales* des *banques centrales*.

DUMPING

Le dumping est une pratique commerciale visant à baisser le prix des marchandises en dessous du prix où elles se négocient habituellement, et ce pour gagner des parts de marché. Les accords commerciaux comme celui du *GATT* sont censés avoir comme objectif de combattre le dumping pratiqué avec l'aide des États.

On a parlé récemment du "dumping social", qui correspond aux pratiques des *trusts* capitalistes exerçant un véritable chantage à l'emploi et à la réduction des acquis sociaux pour choisir le lieu d'implantation de l'une de leurs unités de production. Cette pratique est liée aux mouvements de *délocalisations* et constitue une des armes de combat des capitalistes dans la bataille qu'ils se livrent sur le plan commercial.



ÉCONOMIE DE MARCHÉ

L'économie de marché est le pseudonyme utilisé par les capitalistes et ceux qui les soutiennent pour masquer les rapports d'exploitation inhérents au *mode de production* capitaliste.

Il s'agit d'une mystification tendant à faire croire que le marché est une loi naturelle, à laquelle devrait s'adapter l'ensemble du système économique et notamment la production. Cette notion tente de faire croire à une coupure totale entre production et marché.

Or marché et production sont indissociablement liés. Le but du capitalisme, c'est la valorisation du *capital* par l'extorsion de la *plus-value*. Pour que cette *plus-value* puisse se réaliser, devenir un *profit*, il faut que les marchandises puissent être vendues sur le marché.

Dans sa phase ascendante (voir à *Capitalisme ascendant*), le capitalisme a donc cherché à constituer le *marché mondial* pour dégager le maximum de *plus-value*. Ce sont alors les marchés qui façonnent la production

Mais, à l'époque impérialiste, l'extension des marchés est arrivée à ses limites, ce qui impose une contrainte sur les conditions de la production et donc sur la production de *plus-value*. Pour que cette *plus-value* soit dégagée, il faut se disputer les mêmes marchés par les voies militaires ou commerciales, dégager les marchés les plus rentables au détriment des autres (et ce, indépendamment, des besoins réels de l'humanité) et créer des marchés artificiels, source de profits (voir à *Parasitisme*), mais aussi récupérer une fraction toujours plus grande de *plus-value* en accroissant l'exploitation de la classe ouvrière (voir à *Déréglementation*). C'est alors la production qui façonne son propre marché.

ÉCONOMIE INFORMELLE

L'économie informelle, autrement appelée "économie souterraine", correspond à des activités économiques non reconnues officiellement, s'effectuant en dehors de tout cadre légal et de toute législation sociale. Elle prend la forme du travail au noir ou du travail clandestin, mais le terme d'économie informelle prend toute son ampleur dans les *pays dominés*, où elle représente un phénomène de masse.

Le développement de l'économie informelle dans ces pays est à mettre en relation directe avec l'application des *plans d'ajustement structurel* imposés par le *FMI* et la *Banque mondiale*

En effet, les licenciements massifs, le développement du chômage, l'écrasement des salaires, l'abaissement par les *trusts* impérialistes du prix des matières premières ont permis le gonflement d'un secteur informel qui peut représenter jusqu'à 50 % du *PNB* de ces pays.

La production et le trafic de drogue y ont trouvé un terrain de prédilection. Il en est ainsi de la Colombie, où la production de la coca est plus rémunératrice que celle du café, dont les prix ont brutalement baissé au début des années 1990 sur un marché largement contrôlé par les *trusts* agro-alimentaires multinationaux.

ECU (European Currency Unit, Unité monétaire européenne) (*)

L'ECU est une unité de compte (et non pas une *monnaie*) autour de laquelle s'organise le *SME*. Cette unité, créée en 1979, est un panier de *devises* (comme les *DTS*) constitué des différentes *monnaies* des pays adhérents de la *CEE*. Le poids de chaque *monnaie* dans l'ECU tient compte de l'importance économique et monétaire de chaque pays dont elle émane. Il s'agit donc d'une moyenne pondérée de différentes *monnaies* européennes. Actuellement, les monnaies qui "pèsent" le plus dans la constitution de l'ECU sont le mark allemand (32,17 %), le franc français (20,24 %), la livre anglaise (11 %) et le florin néerlandais (10,08 %).

L'*Acte unique européen* et le *Traité de Maastricht* se fixent comme objectif de transformer l'ECU d'unité de compte en *monnaie* unique à part entière pour toute l'Europe. En réalité, cette perspective de *monnaie* unique, basée sur l'addition des intérêts profondément divergents entre les bourgeoisies européennes, n'est qu'une fiction. De par son origine et son rôle, chaque *monnaie* est l'expression des *rappports sociaux de production* noués au sein de chaque territoire national auquel elle se rattache.

Battre monnaie a toujours été le privilège de l'Etat, qui est lui-même l'instrument de la classe dominante (la bourgeoisie) pour assujettir les autres classes. Ce privilège est aussi une arme de chaque bourgeoisie nationale dans la *concurrence* avec les autres bourgeoisies.

De ce fait, une *monnaie* unique signifierait des politiques budgétaires identiques, des *politiques monétaires* identiques, etc., c'est-à-dire que chaque bourgeoisie serait conduite à abandonner l'arme monétaire pour défendre ses intérêts.

(*) Dernier avatar de la future monnaie unique : l'adoption, par le sommet de Madrid (décembre 1995), de son nom, l'EURO, en remplacement de l'ECU.

En fait, derrière la perspective de la monnaie unique se cache à peine un dispositif d'ensemble contre les travailleurs pour le plus grand bénéfice du *capital financier* ("critères de convergence") (voir également à *SME* et *UEM*).

ÉPARGNE

Pour le particulier, l'épargne est la fraction du revenu qui n'est pas dépensée en consommation.

Elle inclut non seulement l'argent "mis de côté" dans un compte épargne (livret de caisse d'épargne, compte épargne logement, CODE-VI, etc.), mais aussi les remboursements d'emprunts.

Pour l'entreprise, l'épargne correspond à l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de financer ses investissements de façon autonome, sans faire appel à l'endettement.

L'épargne de l'Etat correspond à sa capacité de financer ses investissements par ses seules recettes fiscales.

ÉTALON DE CHANGE-OR (GOLD EXCHANGE STANDARD)

Le régime d'étalon de change-or est un système monétaire :

- fondé sur l'or, comme c'est le cas dans le régime *d'étalon-or* dont il est issu ;
- où la *convertibilité* en or de la *monnaie* est externe, c'est-à-dire que,
 - sur le plan national, il n'est pas possible de transformer les billets de banque en or, alors qu'un étranger qui détient de la *monnaie* nationale peut en exiger la contre-valeur en or ;
 - l'or ne circule librement que pour les transactions internationales, mais ne circule pas sur le plan national où ne fonctionnent que les billets de banque et les pièces de monnaie ;
- où les réserves de la *banque centrale* peuvent être constituées non seulement d'or, mais aussi de *monnaies* convertibles en or, dites "monnaies de réserve".

Le premier système d'étalon de change-or a été mis en place par la Conférence de Gênes de 1922, avec le dollar et la livre sterling comme *monnaies de réserve*.

Vingt-cinq pays adhèrent à ce système, qui coexistera avec le système *d'étalon-or* maintenu par onze pays, dont la France.

Le système de change-or se lézardera sous les coups de la crise économique des années 1930.

Il fut, de fait, remis en selle et généralisé par les *Accords de Bretton Woods*, avec le dollar comme seule *monnaie* de réserve.

ÉTALON-DOLLAR

Selon certains théoriciens bourgeois (Ecole de Stanford), le régime d'étalon-dollar est celui que nous connaissons depuis l'effondrement du système monétaire créé par les *Accords de Bretton-Woods*, à savoir un régime où le seul étalon monétaire est le dollar.

D'autres encore estiment que ce régime est, de fait, en vigueur depuis les *Accords de Bretton-Woods* qui ont institué la prédominance du dollar.

Ces théories, qui veulent démontrer que le dollar est devenu un étalon monétaire en lieu et place de l'or, sont en fait la justification théorique de la domination du dollar sur toutes les autres *monnaies* comme expression de la domination de *l'impérialisme* américain sur tous les autres *impérialismes*.

Le fait est qu'on assiste à une véritable dollarisation des économies, la majeure partie des *monnaies* étant étroitement déterminées par la *devise* américaine.

ÉTALON-OR (GOLD STANDARD)

Le régime d'étalon-or est un système monétaire :

- fondé sur l'or ;
- où l'or circule librement, que ce soit pour les transactions internationales ou les transactions nationales, à côté des billets de banque ;
- où les billets de banque sont convertibles en or, à la demande, par les nationaux comme les étrangers ;
- où l'or est la seule monnaie de réserve.

Ce régime, qui fut institué au milieu du XIXe siècle et qui était entièrement sous la domination de la puissance impérialiste britannique, s'est appliqué jusqu'à la Première Guerre mondiale, les nécessités des dépenses de guerre provoquant la suspension de la *convertibilité* des *monnaies* en or.

Il fut partiellement rétabli entre les deux guerres par onze pays, dont la France (parallèlement au régime *d'étalon de change-or* mis en place en 1922), mais disparut complètement au seuil de la Deuxième Guerre mondiale.

EUROCRÉDITS

Les eurocrédits sont des crédits accordés par les grandes *banques* internationales en utilisant leurs dépôts en *eurodevises*.

EURODEVISES

Les eurodevises sont des *devises* détenues par des banques ou des entreprises qui ne résident pas dans le pays d'origine de ces *devises*. Par exemple, lorsque le Crédit Lyonnais-Paris détient des marks allemands, ce sont en fait des euromarks.

Le terme d'eurodevise vient du fait que le principal marché de ces devises se trouve en Europe, à Londres.

L'eurodollar est *l'eurodevise* qui fait l'objet des transactions les plus importantes.

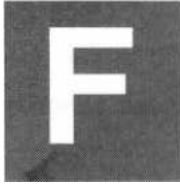
Le plan Marshall de reconstruction des économies capitalistes de l'après-guerre, les nécessités du fonctionnement général du système et le développement du *parasitisme*, en créant des masses énormes de capitaux libellés en dollars (les *eurodollars*), sont à l'origine des eurodevises, comme expression de la surproduction permanente de capital, qui prend son plein essor à l'époque de l'impérialisme sénile et caractérise ce dernier.

EUROMARCHÉS 4

Les euromarchés sont les marchés où se négocient les *eurodevises*. Ces marchés se sont constitués en dehors du contrôle des Etats. Leur développement, essentiellement le marché des eurodollars, a été un des facteurs principaux qui ont précipité la remise en cause par *l'impérialisme* américain du système monétaire créé par les *Accords de Bretton-Woods*.

EURO-OBLIGATIONS

Les euro-obligations sont des *obligations* qui sont émises sur les *euromarchés*, c'est-à-dire qu'elles représentent des emprunts réalisés en *eurodevises*.



FED

Le FED est le nom abrégé du Federal Reserve System, qui regroupe depuis 1913 douze banques centrales régionales de réserve américaines dans un ensemble qui tient lieu de *banque centrale* des Etats-Unis et qui est dirigé par le Federal Reserve Board.

FLOTTEMENT DES MONNAIES

Le flottement des monnaies est un régime monétaire dans lequel la parité d'une *monnaie* n'est plus déterminée par une relation fixe avec l'or (régime *d'étalon-or*) et/ou une *devise* déterminée (régime *d'étalon de change-or*), mais dépend de l'offre et de la demande de cette *monnaie* sur le *marché des changes*.

Le régime des flottements des monnaies (changes flottants) est le produit de l'effondrement du système monétaire mis en place par les *Accords de Bretton-Woods* et a été officialisé par les accords de la Jamaïque, en 1976.

Les gouvernements capitalistes ont tenté de limiter au maximum les marges de fluctuation des *monnaies* entre elles. Ce fut le cas des pays européens membres de la *CEE* avec l'instauration du *Système monétaire européen (SME)*.

FMI (FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL)

Le FMI est, avec la *Banque mondiale*, l'une des deux institutions internationales créées par les *Accords de Bretton-Woods*.

Les pays membres du FMI possèdent une quote-part du capital de cet organisme, qui est calculée en fonction de leur poids économique dans le monde. Cette quote-part détermine la participation financière du pays au FMI, la quantité de prêts dont il peut bénéficier et bien sûr le nombre de voix qu'il peut avoir au conseil d'administration du Fonds.

Le rôle initial du FMI était de veiller au bon fonctionnement du régime monétaire créé par les *Accords de Bretton-Woods*.

Quand ce régime fut remis en cause par *l'impérialisme* américain au début des années 1970, le FMI a réorienté son activité en direction des *pays dominés*, qui ne pouvaient faire face à leur endettement croissant (voir à *Dette*) et menaçaient d'effondrement le système financier international.

En outre, cette réorientation correspondait au virage pris par *l'impérialisme*, en particulier *l'impérialisme* américain, visant à généraliser une politique de destruction des *forces productives* "excédentaires", de réduction des "coûts" de production, et ce au profit du *capital financier*.

Le FMI a donc commencé à imposer des *politiques d'ajustement structurel* comme condition à son "aide" aux *pays dominés*.

Il est donc devenu le principal instrument de *l'impérialisme* dans sa politique de pillage des économies et de domination des peuples des *pays dominés*, avec l'appui de la *Banque mondiale*.

Lors du sommet du G 7 à Halifax, en juin 1995, mandat a été donné au FMI (suite à la crise mexicaine de fin 1994) de dépister les dangers de crise et de constituer un fonds d'intervention de 50 milliards de dollars destiné, comme au Mexique, à assurer le fonctionnement de la *spéculation*.

FONDS DE PENSION

Les fonds de pension sont des fonds de retraite par *capitalisation*.

Ces fonds sont gérés soit par les entreprises avec l'aide des syndicats, cas le plus fréquent en Allemagne, soit par des organismes extérieurs (*banques*, compagnies d'assurances ou structure juridique constituée spécialement à cet effet), comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons.

Aux Etats-Unis, les fonds de pension représentent une force de frappe de 5 000 milliards de dollars et possèdent 31 % des *actions* cotées à Wall Street. Par comparaison, le stock mondial d'investissement productif est de 2 000 milliards de dollars, ou encore les seules dépenses budgétaires de l'Etat américain sont de 1 600 milliards de dollars.

En Angleterre, les fonds de pension représentent 1 000 milliards de livres (800 milliards de francs) et possèdent 40 % des *actions* anglaises.

En France, l'instauration des fonds de pension constitue un objectif majeur de tous les récents gouvernements attachés à la remise en cause des retraites par répartition. Elle représente un véritable enjeu financier, car ils permettraient d'accaparer, au profit de la spéculation, les 825 milliards de francs que représentent aujourd'hui les retraites par répartition (voir à *Capitalisation*).

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Un fonds commun de placement (FCP) est un organisme contrôlé et géré la plupart du temps par une *banque*, qui collecte des sommes pour les investir sur les *marchés financiers*. Cet organisme constitue ainsi un portefeuille *d'actions, d'obligations* ou autres *produits financiers (produits dérivés, titres de la dette des pays dominés, etc.)*.

Chaque investisseur qui verse une somme dans ce fonds le fait en achetant une part de ce portefeuille. La valeur de cette part se modifie en fonction de l'évolution du cours des *titres* qui constituent le portefeuille du FCP.

- A noter que l'ingéniosité de la spéculation a conduit à la création de "fonds de fonds", qui sont des FCP dont les parts sont détenues par d'autres FCP.

En France, les FCP font partie de ce qu'on appelle les Organismes de placement collectif en *valeurs mobilières* (OPCVM). L'autre forme des OPCVM est la *SICAV*.

Aux Etats-Unis, ces fonds géraient en 1994 environ 2 400 milliards de dollars de capitaux.

FORCE DE TRAVAIL

La force de travail est "*l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles*" (Karl Marx, *Le Capital*). Cela inclut à la fois les capacités physiques, les capacités d'adaptation au processus de production, ainsi que, bien sûr, les connaissances techniques.

La *valeur* de la force de travail est égale au temps de travail nécessaire à sa production et à sa reproduction, c'est-à-dire au temps de travail nécessaire à la production des marchandises nécessaires à la satisfaction des besoins du travailleur.

A propos de la valeur de la force de travail, Karl Marx indiquait :

"Les besoins naturels tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, diffèrent selon le climat et les autres particularités physiques d'un pays. D'un autre côté, le nombre même de prétendus besoins naturels aussi bien que le moyen de les satisfaire est produit historique et dépend aussi en grande partie du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et, par contrecoup, les besoins qu'elle apporte à la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la

valeur, un élément moral et historique ce qui la distingue des autres marchandises" (Le Capital, livre I, tome 1)

Parmi ces "éléments moraux et historiques", il y a la protection sociale, les retraites, les conventions collectives, etc., autant d'éléments auxquels s'attaquent les capitalistes pour abaisser la valeur de la force de travail.

Pour le capitaliste, la force de travail est une marchandise qu'il s'approprie pour lui faire produire plus de valeur que celle nécessaire à sa reproduction et son entretien. Cette valeur supplémentaire, la *plus-value*, est la seule raison d'être du rapport d'exploitation qu'est le *capital* (voir aussi à *Plus-value*).

FORCES PRODUCTIVES

Les forces productives se définissent comme "*l'expression matérielle et intellectuelle du degré de domination sur la nature par l'humanité, de son aptitude acquise à obliger la nature à satisfaire ses besoins*" (Gérard Bloch, *Le pronostic de Marx, la question des forces productives, Ecrits*, volume II, SELIO).

Elles sont **l'instrument de l'activité de l'homme** pour maîtriser la nature, "*le médiateur entre la nature et l'homme*", comme disait Karl Marx. En cela, on peut dire que les forces productives intègrent l'ensemble des techniques, machines, procédés de production. Au premier chef, elles intègrent l'homme lui-même. Le développement de ces éléments jalonne l'histoire de l'humanité. Au cours de cette histoire, le développement des forces productives marque une certaine continuité, continuité que l'on peut mesurer.

Mais, en même temps, les forces productives sont le **produit du travail humain**. En cela, elles sont le résultat d'un travail réalisé dans le cadre d'un certain rapport, non seulement de l'homme avec la nature, mais aussi des hommes entre eux. Elles sont donc le produit de *rapports de production* et de *modes de production* déterminés. Elles en constituent un élément essentiel et intègrent donc toutes les contradictions de ces *rapports* et *modes de production*. Les forces productives constituent donc le fil conducteur de l'histoire de l'humanité. Les *modes de production*, leur émergence, leur évolution et leur disparition sont entièrement déterminés par le degré atteint par les forces productives. C'est ce que Karl Marx exprimait ainsi :

"Une formation de la société ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient écoulées dans le sein de la vieille société" (préface à la *Contribution à la Critique de l'économie politique*).

La nécessité de passer d'un *mode de production* à un autre naît de la contradiction entre le développement des forces productives et les formes de propriété qui caractérisent ce *mode de production*. En d'autres termes, le caractère progressiste d'un *mode de production* dépend de sa capacité à développer les forces productives.

Dans le *mode de production* capitaliste, les forces productives prennent la forme du *capital* productif, défini comme rapport social de production entre deux classes antagonistes.

"Les forces productives apparaissent alors non plus comme forces productives du travail humain destinées à satisfaire les besoins sociaux de l'humanité qui les a engendrées, mais comme forces productives du capital, capital productif, destinées à mettre en valeur le capital, extraire des ouvriers le maximum de plus-value" (Gérard Bloch, *ibidem*).

Cette recherche du *profit* maximum pousse le capitalisme, dans sa phase ascendante, à développer prodigieusement les forces productives. Mais ces forces productives sont prises dans la contradiction entre, d'une part, leur finalité, qui est la satisfaction des besoins humains, et, d'autre part, leur forme de *capital* productif ayant pour but l'extorsion privée de la *plus-value*, et ce dans les limites érigées des frontières nationales.

Tant qu'il était possible de développer le *marché mondial* (*capitalisme ascendant*), l'extorsion de *plus-value* et le développement des forces productives allaient à peu près de pair. A l'époque impérialiste, à l'heure où les possibilités d'extension du *marché mondial* se sont épuisées, le *mode de production* capitaliste se trouve dans l'incapacité d'absorber les forces productives que sa recherche du *profit* engendre.

En particulier, des masses gigantesques de capitaux surgissent et ne peuvent être réinvesties de façon rentable dans la production. Le caractère *"réactionnaire sur toute la ligne"* (Lénine) de *l'impérialisme* s'exprime dans ses tentatives permanentes de contenir les forces productives dans les limites du *mode de production capitaliste*. Il s'agit alors de détruire les forces productives "excédentaires". Les nouvelles inventions, développées dans l'objectif du *profit*, exduent de plus en plus de travailleurs du processus de production, sont tournées vers des activités destructrices telle que l'industrie d'armement et ont tendance à se transformer en forces destructrices.



GATT (GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE)

Le GATT est l'accord général sur les tarifs et le commerce signé à Genève en 1947 par vingt-trois pays. Cet accord a été finalement signé par plus de 117 pays.

Initialement conçu comme un accord provisoire devant déboucher sur une charte mondiale du commerce comme complément commercial aux *Accords de Bretton-Woods*, le GATT est devenu de fait une institution permanente chargée de mener des négociations (dans le cadre de "rounds") pour l'instauration du *libre-échange* par l'élimination des barrières tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (subventions à l'exportation, normes imposées, discrimination de toutes sortes, etc.).

Le dernier "round" du GATT, l'Uruguay Round, qui a débuté en 1987, s'est terminé en avril 1994 par la signature des accords de Marrakech et la création de l'*Organisation mondiale du commerce (OMC)*.

Les accords du GATT constituent l'expression commerciale des rapports de domination que veut imposer l'impérialisme américain aux autres gouvernements capitalistes, notamment depuis l'effondrement du Mur de Berlin.

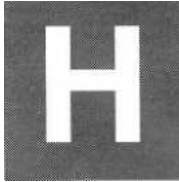
Sous couvert de "libre-échange", il s'agit d'intégrer tous les pays dans un cadre unique: celui de l'adaptation de la production mondiale aux limites étiquées du marché capitaliste (étiquées du point de vue de la possibilité de dégager des *profits*, pas du point de vue des besoins de l'humanité). Cela signifie que ces accords tentent de constituer un cadre général de contrainte de l'impérialisme permettant d'organiser la destruction des "surcapacités" de production et de rationaliser celles qui sont maintenues par l'abaissement de la *valeur* de la *force de travail*, en alignant les conditions de production sur les niveaux les plus "performants", ceux où la *force de travail* est la plus dévalorisée.

Ces accords s'inscrivent donc totalement dans la logique des politiques organisées par le *FMI*, la *Banque mondiale*, la *CEE-Union européenne* (notamment à travers le *Traité de Maastricht*).

Par ailleurs, au-delà du discours libre-échangiste, les discussions du GATT répondaient aussi à la question : à qui cela doit-il profiter ? Elles ont montré qu'il s'agit du libre-échange au profit des pays impérialistes et du plus puissant d'entre eux, l'*impérialisme* américain, exprimant ainsi la réalité des rapports de force interimpérialistes.

G7

Le G 7 est le groupe des ministres des Finances et chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés du monde : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni. Il représente une sorte de directoire mondial informel chargé de coordonner les politiques des différents *impérialismes* sous la direction de *l'impérialisme* américain.



HEDGE FUNDS

Les "Hedge Funds" sont des *fonds communs de placement* spécialisés dans l'arbitrage entre plusieurs marchés. L'arbitrage consiste à utiliser les opportunités d'évolution des différents *marchés financiers* de par le monde pour optimiser les profits en déplaçant le plus rapidement possible les capitaux que le Hedge Fund est appelé à gérer. Autant dire que ces organismes, souvent implantés dans les discrets *paradis fiscaux*, sont des acteurs essentiels des vagues spéculatives qui secouent les *marchés financiers*.

HOLDING

Une holding est une société dont la seule activité est de contrôler d'autres sociétés, dont elle détient tout ou partie des *actions*. La holding est la forme de constitution de groupes financiers puissants. La logique de la holding est purement financière (gestion des participations), logique déconnectée et souvent conflictuelle avec la logique industrielle

HOT MONEY

"Hot Money" est le terme utilisé par les professionnels des *marchés financiers* pour désigner les *capitaux flottants*.



IMPÉRIALISME

Pour les marxistes, l'impérialisme est une caractérisation scientifique d'une étape du développement du capitalisme et, plus exactement, de sa phase ultime, faisant suite au *capitalisme ascendant*. S'appuyant sur des travaux antérieurs, notamment ceux de Rudolf Hilferding, Lénine a synthétisé cette caractérisation dans son ouvrage *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), autour des cinq éléments suivants :

- la *concentration* de la production et la constitution de *monopoles* ;
- la constitution d'un puissant *capital financier* sous la houlette des *banques* et d'une oligarchie financière ;
- la prédominance de l'exportation des capitaux sur l'exportation des marchandises ;
- le partage du monde entre les *trusts* multinationaux ;
- la fin du partage du monde entre les grandes puissances impérialistes et le développement des guerres impérialistes.

Cette dernière caractéristique est importante, car, au stade impérialiste du capitalisme, le développement des *forces productives* (donc de la production, et donc les possibilités de réaliser la *plus-value* extorquée dans la production) entre en conflit avec les limites d'un marché dont l'expansion est terminée.

Comme le disait Léon Trotsky :

"Cela ne veut pas dire que certaines branches de l'industrie et certains pays ne grandissent pas et ne grandiront pas encore. Mais ce développement se réalise et se réalisera au détriment de la croissance d'autres branches et d'autres pays" (L'Internationale communiste après Lénine).

Cela explique les guerres militaires et commerciales que se mènent les pays capitalistes, la destruction de *forces productives* dans des branches entières, l'assujettissement et le pillage des *pays dominés*. C'est ce que Lénine indique en écrivant que *"la particularité politique de l'impérialisme est la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale"*.

IMPÉRIALISME SÉNILE

L'impérialisme sénile est une qualification portée par la IVe Internationale à la phase actuelle de *l'impérialisme* (voir *La Vérité*, nouvelle série, n° 5, de février 1993, n° 7, d'août 1993, n° 10, de juin 1994, n° 11, de septembre 1994 et n° 15, d'août 1995). Cette phase, qui n'est pas un nouveau stade du capitalisme, est marquée par un approfondissement des caractéristiques fondamentales de *l'impérialisme*, stade suprême du capitalisme, dans le sens d'une dislocation du marché capitaliste et donc de la production capitaliste, et donc des *forces productives*.

Cela se situe dans un cadre où

"les conditions mêmes de la production marchande sont aujourd'hui déterminées par les conditions de la rente, de l'usure, de la spéculation, du pillage, lesquels reposent sur la destruction des forces productives et non pas sur leur extension" (La Vérité, nouvelle série, n° 10, de juin 1994, article de D. Gluckstein, "Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial").

La recherche d'une production de *plus-value* relative encore plus importante ne s'effectue plus dans une amélioration de la *productivité*, mais dans le cadre d'une remise en cause permanente des conditions de reproduction de la *force de travail* et d'un *marché mondial* saturé subissant le poids de la *spéculation* où la recherche du *profit* s'effectue par les voies du *parasitisme*.

INCONVERTIBILITÉ

L'inconvertibilité d'une *monnaie* est l'impossibilité (partielle ou totale), pour un détenteur de cette *monnaie*, de l'échanger librement contre d'autres *monnaies* ou contre de l'or. Cela ne signifie pas que la conversion n'est pas possible, mais qu'elle s'effectue sous le strict contrôle de l'Etat.

INFLATION

L'inflation correspond à une hausse généralisée des prix. Cette hausse ne correspond pas à une modification de la *valeur* des marchandises, mais à une dépréciation de la *monnaie* qui ne mesure plus dans les mêmes conditions la même quantité de *valeur*.

L'inflation est un moyen pour les capitalistes de préserver leur *profit* en maintenant la répartition entre travail payé et travail non payé (*plus-value*) et de payer en monnaie dévalorisée les salaires (dévalorisation que permet de combattre l'échelle mobile des salaires).

En outre, l'inflation, en dévalorisant la *dette*, pousse au développement de l'endettement. Par exemple, l'État, qui contrôle par ailleurs la création monétaire, peut, d'un côté, s'endetter et, de l'autre, créer les conditions, par l'inflation, de la dépréciation de sa *dette*. En ce sens, l'inflation est un phénomène très caractéristique des politiques économiques bourgeoises d'après-guerre inspirées par le *keynesianisme*.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers recouvrent des techniques permettant aux intervenants sur les *marchés financiers* ou les marchés de matières premières de se protéger contre les risques d'évolution future des prix, des *taux d'intérêt*, des *taux de change* (voir à *Opérations de couverture à terme*). Mais ces instruments financiers sont largement utilisés par les spéculateurs (voir à *Produits dérivés*).

INVESTISSEMENT

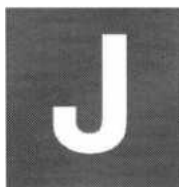
Dans sa définition traditionnelle, l'investissement correspond au **processus d'accumulation du capital**, c'est l'investissement productif. Le terme a été étendu aux placements sur les *marchés financiers*, ce sont les investissements de portefeuille.

80 % des investissements productifs mondiaux se font entre pays impérialistes.

INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

Les investisseurs institutionnels (les "zinzins", dans le langage des spécialistes) sont des organismes financiers chargés de collecter *l'épargne* et qui sont tenus (ou choisissent) de placer ces fonds sur les *marchés financiers*. Ces organismes sont les compagnies d'assurances, les *fonds de pension*, les *SICAV*, les *fonds communs de placement*.

En France, les investisseurs institutionnels détiennent 10 % des *actions* et les deux tiers des *obligations* (plus de 2 000 milliards de francs en 1992).



JETON DE PRÉSENCE

Le jeton de présence est la rémunération des membres du conseil d'administration d'une société. De nombreux capitalistes sont administrateurs de plusieurs sociétés à la fois et y trouvent une source de revenu très confortable.

"La société Pernod Ricard a distribué, en 1986, 135 000 francs à chacun des administrateurs, pour quelques réunions d'une demi-journée chacune dans l'année" (Denis Clerc, *Déchiffrer l'économie*, onzième édition, 1994, éditions Syros).

JUNK BONDS

Les junk bonds ("*obligations pourries*") sont des *obligations* représentatives d'emprunts lancés par des sociétés ou des collectivités locales en situation financière difficile. Le *rendement* de ces *obligations* est très élevé, car il doit à tout moment compenser le risque important de non-remboursement de cet emprunt du fait d'une aggravation fatale de la situation financière du *débiteur*.

Les junk bonds sont utilisés largement dans la *spéculation*. Ils jouent notamment le rôle de moyen d'achat des *actions* de la société qui est la cible d'une *OPA*.



KEYNÉSIANISME

Le keynésianisme est une des grandes écoles de pensée économique contemporaine de la bourgeoisie.

Ses fondements ont été établis par l'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946), essentiellement dans son livre intitulé *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, publié en 1936.

Le keynésianisme s'oppose essentiellement en deux points au *libéralisme*

1.— Keynes, tout en ne mettant pas en cause le principe de *l'économie du marché*, considère que le marché est insuffisant pour régler à lui seul le problème de l'emploi, des crises économiques, de la *croissance*. Pour lui, l'Etat doit jouer un rôle régulateur avec les moyens dont il dispose, à savoir, principalement, son *budget*, mais aussi, à travers la *banque centrale*, le contrôle de l'émission de la *monnaie* et son action déterminante sur les *taux d'intérêt*.

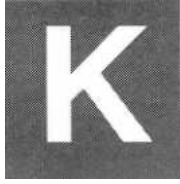
2.— Pour les keynésiens, sur le marché, c'est la demande qui détermine l'offre, et non le contraire. Le niveau de la production et de l'emploi est déterminé par la demande effective, qui représente l'anticipation que font les entrepreneurs sur la demande future des consommateurs de leurs produits.

En conséquence, Keynes et ses adeptes préconisent une action sur la demande, principalement par l'augmentation des dépenses de l'Etat et la stimulation du *crédit* comme facteur de *croissance* économique, quitte à générer temporairement des *déficits budgétaires* importants et un excès de *monnaie* à tendance inflationniste.

Le keynésianisme a inspiré la politique de pratiquement tous les gouvernements capitalistes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1970 (les "trente glorieuses"), les Etats-Unis ayant été les précurseurs au cours des années 1930 avec le "New Deal" de Roosevelt.

Le keynésianisme a constitué l'une des justifications théoriques du développement des *déficits budgétaires* et du *parasitisme*, des politiques de reprise de *l'accumulation du capital* soutenue par l'endettement des Etats provoquant l'accumulation de *capitaux*

fictifs, de titres de la dette publique et l'explosion des euromarchés.



KEYNÉSIANISME

Le keynésianisme est une des grandes écoles de pensée économique contemporaine de la bourgeoisie.

Ses fondements ont été établis par l'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946), essentiellement dans son livre intitulé *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, publié en 1936.

Le keynésianisme s'oppose essentiellement en deux points au *libéralisme* •

1. — Keynes, tout en ne mettant pas en cause le principe de *l'économie du marché*, considère que le marché est insuffisant pour régler à lui seul le problème de l'emploi, des crises économiques, de la *croissance*. Pour lui, l'Etat doit jouer un rôle régulateur avec les moyens dont il dispose, à savoir, principalement, son *budget*, mais aussi, à travers la *banque centrale*, le contrôle de l'émission de la *monnaie* et son action déterminante sur les *taux d'intérêt*.

2. — Pour les keynésiens, sur le marché, c'est la demande qui détermine l'offre, et non le contraire. Le niveau de la production et de l'emploi est déterminé par la demande effective, qui représente l'anticipation que font les entrepreneurs sur la demande future des consommateurs de leurs produits.

En conséquence, Keynes et ses adeptes préconisent une action sur la demande, principalement par l'augmentation des dépenses de l'Etat et la stimulation du *crédit* comme facteur de *croissance* économique, quitte à générer temporairement des *déficits budgétaires* importants et un excès de *monnaie* à tendance inflationniste.

Le keynésianisme a inspiré la politique de pratiquement tous les gouvernements capitalistes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1970 (les "trente glorieuses"), les Etats-Unis ayant été les précurseurs au cours des années 1930 avec le "New Deal" de Roosevelt.

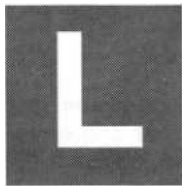
Le keynésianisme a constitué l'une des justifications théoriques du développement des *déficits budgétaires* et du *parasitisme*, des politiques de reprise de *l'accumulation du capital* soutenue par l'endettement des Etats provoquant l'accumulation de *capitaux fictifs*, de *titres de la dette* publique et l'explosion des *euromarchés*.

KRACH BOURSIER

Le krach boursier correspond à un effondrement subit du *cours* des *titres* sur un marché boursier. Il est généralement précédé par une envolée des *cours* sans rapport avec l'activité économique réelle, créant ainsi une "bulle financière".

Le 19 octobre 1987 se produisit un krach (le plus important depuis 1929) à Wall Street, qui se propagea immédiatement sur les autres *Bourses* mondiales. Il faisait suite à une véritable explosion spéculative entamée depuis le début des années 1980 sur les *marchés financiers* déréglementés depuis peu.

La totalité des pertes boursières sur la *Bourse* de New York seront d'environ 1 000 milliards de dollars, et 50 milliards de dollars à Paris.



LIBÉRALISME

Le libéralisme est, avec le *keynésianisme*, l'un des deux grands courants économiques contemporains de la bourgeoisie.

Le courant libéral a été inspiré par les travaux des économistes classiques anglais du XIXe siècle tels que Adam Smith, David Ricardo ou Thomas Robert Malthus. Certains aspects de ces travaux seront repris par des courants tels que les néoclassiques (ou "marginalistes"), qui laisseront de côté l'analyse sociale et la théorie de la valeur avancées par les classiques, et dont Karl Marx s'inspirera.

Ce sera alors une théorie de justification et non plus une analyse scientifique. Karl Marx disait d'ailleurs :

"Désormais il ne s'agit plus de savoir si tel phénomène est vrai, mais s'il est bon ou mal sonnant, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux misérables subterfuges de l'apologétique" (Karl Marx, postface à la deuxième édition du *Capital*).

Fondé sur des conceptions psychologiques, sur le comportement d'agents individuels (la lutte de classes antagoniques n'existant pas), le libéralisme prône le libre jeu de la loi du marché (présentée comme "loi naturelle"), seule apte à réguler l'économie. Toute entrave à cette loi doit être bannie. La production n'est plus au centre de l'analyse.

L'Etat doit simplement intervenir pour protéger le fonctionnement du marché et non pas pour l'entraver, le canaliser ou lui donner une impulsion (d'où l'opposition aux thèses du *keynésianisme*). En d'autres termes, le libéralisme demande le renforcement de l'Etat au profit des intérêts capitalistes, et l'Etat-providence, "l'assistanat institutionnalisé" sont irrémédiablement condamnés, ainsi que les syndicats, la protection sociale, les acquis sociaux, les conventions collectives, comme autant de facteurs d'entrave au libre fonctionnement du mécanisme du marché.

Le libéralisme d'aujourd'hui a pris le visage de la politique de Margaret Thatcher ou de Ronald Reagan et contient tout l'arsenal "théorique" qui justifie la désindustrialisation, la *déréglementation* et, en premier lieu, celle touchant la législation du travail, l'abaissement du coût du travail :

en d'autres termes, la destruction des *forces productives* pour les seuls besoins du *capital financier*. De plus, contrairement aux théories initiales du libéralisme, cette politique est extrêmement dirigiste et l'Etat y joue un rôle de premier ordre. Il n'y a qu'à se rappeler que les *déficits* publics de l'Etat américain ont explosé sous la présidence du très libéral Reagan.

Le libéralisme recouvre des thèses ultralibérales, notamment celles de l'économiste américain Milton Friedman (qui pousse son libéralisme jusqu'à revendiquer la légalisation du marché de la drogue l) et de l'Ecole de Chicago, qui a inspiré notamment la politique économique du dictateur Pinochet au Chili, jusqu'à des composantes plus "sociales" qu'ont représentées récemment, par exemple, tous les inspireurs des politiques des gouvernements Mitterrand.

LIQUIDITÉ

1. — La liquidité désigne les moyens de paiement dont on peut disposer immédiatement. Cela concerne, bien sûr, les billets de banque, les pièces de monnaie, les comptes courants bancaires, mais aussi les *actions*, que l'on peut vendre en *Bourse*, ou une traite dont on peut obtenir la contrepartie en *monnaie* auprès d'une *banque* (voir *Crédit*).

2. — La liquidité d'un marché (financier notamment) est la capacité de ce marché d'assurer que tous les engagements pris sont honorés. Toute vente ou achat a sa contrepartie.

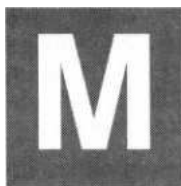
3. — Les liquidités internationales représentent tous les moyens de paiement dont disposent les *banques centrales* pour effectuer les transactions en *monnaies* étrangères avec l'extérieur.

LOI DE FINANCES

En France, la loi de finances est l'autre nom du *budget* de l'Etat. Les "lois de finances rectificatives" sont des corrections apportées au *budget* de l'Etat en cours d'exécution du fait de la révision de certaines prévisions ou de certains objectifs.

LOYER DE L'ARGENT

Le loyer de l'argent correspond au *taux d'intérêt*.



MARCHÉ À TERME

Le marché à terme ("forward market" en anglais) est un marché (financier ou autre) où sont réalisées des transactions à terme. Les transactions à terme sont des opérations de vente ou d'achat d'une certaine quantité de *produits financiers* ou de marchandises avec les deux caractéristiques suivantes :

- la vente ou l'achat se fait au prix (*cours*) du jour ;
- la livraison des *produits financiers* ou des marchandises s'effectue à une date ultérieure.

Ce type d'opérations permet de se protéger de l'évolution future des prix (ou des *cours*). Ainsi, un acheteur de matières premières qui craint une augmentation des prix va acheter aujourd'hui les produits dont il aura besoin demain.

A l'inverse, un vendeur de matières premières qui craint une baisse des prix essaiera de vendre aujourd'hui ce qu'il va livrer demain.

Dans le domaine des *produits financiers*, acheteurs et vendeurs agissent de même en fonction de l'évolution des *cours* boursiers, des *taux d'intérêt* et des *taux de change* des différentes *monnaies*.

Ces marchés à terme, dont la finalité est de se protéger des évolutions futures par des *opérations de couverture à terme* sur la base d'anticipations ou de paris sur l'avenir, ont été largement investis par les spéculateurs et constituent un des principaux bastions de la *spéculation*. Ils ont été à l'origine de la création des *produits dérivés*.

Dans le domaine des matières premières, les principaux marchés à terme se trouvent à Chicago, New York et Londres. Les principaux marchés à terme de *produits financiers* se trouvent à Chicago, Londres, Tokyo, Francfort et Paris.

Les marchés à terme ont donné lieu à la création progressive des marchés de contrats à terme ("futur market" en anglais). Alors que, sur le marché à terme, on établit un contrat sur un prix, des quantités, des délais de livraison particuliers, sur un marché de contrats à terme, on spéculé sur les contrats eux-mêmes. Ces contrats, pour être négociables, sont standardisés (détermination à l'avance de conditions standard de durée, de qualité et de quantité).

Le marché des *produits dérivés* est en fait un marché de contrats à terme (voir *Opération de couverture à terme*).

MARCHÉ AU COMPTANT

Le marché au comptant est un marché (financier ou autre) où sont réalisées des transactions au comptant. Les transactions au comptant sont des opérations de vente et d'achat de *produits financiers* ou de marchandises effectuées au prix du jour avec livraison immédiate.

Le marché au comptant vient souvent en complément des *marchés à terme* (voir à *Opération de couverture à terme*).

MARCHÉ DE LA DETTE

Apparu au milieu des années 1980, le marché de la dette est le lieu où s'échangent les *dettes des pays dominés*.

Ce marché est, d'une certaine façon, assimilable au marché des voitures d'occasion où un véhicule se vend au-dessous de son prix initial, avec un décalage (ou "décote") déterminé en fonction de l'entretien du véhicule, de son kilométrage, de son année de production, etc.

Sur le marché de la dette, la décote dépend des capacités du pays endetté concerné à rembourser sa dette, et donc du zèle avec lequel son gouvernement applique les *politiques d'ajustement structurel* imposées par le *FMI* et la *Banque mondiale*.

Ces décotes étant variables dans le temps, le marché de la dette fait naturellement l'objet d'un vaste mouvement de *spéculation*. Une *dette* de 1 000 dollars pouvait à un certain moment ne valoir que 50 dollars à la revente et passer quelque temps après à 400 ou 500 dollars.

Cela a conduit à une explosion du marché : alors que, au milieu des années 1980, les transactions annuelles sur ce marché étaient de 50 milliards de dollars, elles sont passées à 200 milliards à la fin des années 1980, pour atteindre aujourd'hui environ 2 000 milliards de dollars.

Sur ce marché, les principaux intervenants sont les *banques* et les fonds d'investissement (tel les *Mutual Funds* américains). Avec les énormes profits réalisés, ces intervenants se sont déjà remboursés plusieurs fois la *dette* sur laquelle ils spéculent.

MARCHÉ DES CHANGES

Le marché des changes est le lieu où s'effectuent les échanges des *monnaies* les unes contre les autres. C'est à la fois le lieu où l'on trouve les *devises* pour assurer les transactions internationales sur les marchandises ou sur les capitaux, mais aussi les moyens de se protéger contre les fluctuations du *cours* des monnaies.

Contrairement aux marchés boursiers et aux marchés des matières premières, le marché des changes n'a pas de localisation géographique précise. Il s'agit d'un seul marché mondial marchant vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cependant, les principales places financières en matière de change sont Londres, New York et Tokyo. Paris compte pour à peine 4 %.

Ce marché est essentiellement interbancaire et il constitue un terrain d'action non négligeable de la *spéculation*. Les Etats, au gré de leur *politique monétaire* et pour contrer des vagues spéculatives, interviennent aussi sur ce marché.

Aujourd'hui, le montant global des opérations de change représente en moyenne 1 300 milliards de dollars par jour, soit presque cinquante fois le montant des échanges internationaux de marchandises. En d'autres termes, la fonction traditionnelle du marché des changes — obtenir les *devises* nécessaires pour assurer le règlement des transactions internationales sur les marchandises — est devenue marginale. L'essentiel des transactions sur ce marché provient des mouvements internationaux de capitaux spéculatifs ou non.

Par ailleurs, une seule journée de transactions sur le marché des changes correspond à des montants largement supérieurs aux réserves de change des *banques centrales*. La *spéculation* sur ce marché balaie toute velléité de *politique monétaire*. Ainsi, alors que, en 1983, le montant des *réserves internationales* des *banques centrales* américaine, anglaise, japonaise, allemande et suisse s'élevait à 139 milliards de dollars, les transactions sur le marché des changes à New York, Londres et Tokyo s'élevaient à 39 milliards de dollars. Dix ans plus tard, les transactions sur ces trois places financières représentaient plus de deux fois les réserves des banques centrales citées plus haut.

MARCHÉS ÉMERGENTS

Les marchés émergents correspondent aux marchés boursiers créés depuis le début des années 1980 dans une série de *pays dominés*. La création de ces places financières est une conséquence directe de la politique de privatisation et de pillage impulsée par les *politiques d'ajustement structurel* imposées par le *FMI* et la *Banque mondiale*.

Ces marchés sont caractérisés par des évolutions des *cours* largement plus amples que les grandes places financières mondiales et, par conséquent, les perspectives de *profit* y sont importantes. Les marchés émergents sont très vite devenus des foyers intenses de *spéculation*.

En 1993, la Bourse de Rio de Janeiro avait progressé de 4 913 % (contre 7 % pour la même période à Wall Street). A contrario, les pertes peuvent être importantes.

De 1980 à 1992, les indices boursiers des marchés émergents ont progressé de 577 %, soit plus de deux fois ce qu'ont réalisé les principales Bourses mondiales.

"La capitalisation des Bourses de pays comme le Mexique, Taiwan, la Malaisie et la Corée du Sud dépasse aujourd'hui en valeur celle de pays développés comme la Suède, l'Italie, l'Espagne ou la Belgique" (Le Monde, 10 décembre 1994).

Aujourd'hui, la *capitalisation* des marchés émergents représente 10 % de la *capitalisation* mondiale.

Les principales Bourses émergentes se trouvent en Amérique latine (Mexique, Pérou, Chili, Argentine et Brésil), en Afrique (Tunisie, Maroc), en Europe centrale (Pologne, Slovaquie, République tchèque, Hongrie) et en Asie (Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Philippines, Taiwan). Pour la seule année 1994, les plus fortes augmentations se sont situées à Rio de Janeiro (Brésil, + 91 %), Sao Paulo (Brésil, + 90,2 %) et Taipei (Taiwan, + 86,8 %).

Pour la même période, la Bourse de Tokyo progressait de 23,6 %, celle de Francfort de 12,6 %, Londres 0,9 %, alors que Paris et New York enregistraient une baisse.

MARCHÉ MONDIAL

Le marché mondial n'est pas le résultat de la simple addition de marchés nationaux constitués par chaque capitalisme national. Comme l'explique Léon Trotsky, il est le produit de la tendance du *capitalisme ascendant* à dépasser les frontières nationales,

"à étendre continuellement son expansion, de pénétrer dans les régions nouvelles, de surmonter les différences, de transformer les économies provinciales et nationales fermées sur elles-mêmes en un système de vases communicants, et aussi de rapprocher, d'égaliser les niveaux économiques et culturels des pays les plus avancés et des pays les plus arriérés. Par le rapprochement économique des pays et l'égalisation des niveaux de leur développement, le capitalisme agit avec ses méthodes, c'est-à-dire avec des méthodes anarchiques qui sapent son propre travail, en opposant un pays à un autre et une branche de la production à une autre, en freinant et en retardant d'autres secteurs" (L'Internationale communiste après Lénine).

Ce processus a permis la constitution d'une puissante entité qui s'impose aux Etats nationaux et les lie entre eux.

L'impérialisme n'a fait qu'accentuer ce processus dans un cadre de limitation des possibilités d'extension physique des marchés, en reliant encore plus étroitement, et avec des méthodes encore plus chaotiques, les économies nationales entre elles.

*"L'impérialisme poursuit son but avec des procédés si contradictoires, en faisant de tels bonds, en se livrant à de telles razzias dans les pays et les régions retardataires, que l'unification et le nivellement de l'économie mondiale s'accomplissent avec plus de violences et de convulsions qu'à toutes les époques précédentes" (Léon Trotsky, *ibidem*).*

En d'autres termes, *l'impérialisme*, tout en continuant les tendances du *capitalisme ascendant*, introduit des éléments de dislocation du marché mondial que *l'impérialisme sénile* accentue encore.

L'existence du marché mondial, avec ses contradictions, dans le cadre d'une économie mondiale, fonde l'internationalisme prolétarien et l'unité du combat de toutes les classes ouvrières nationales. Elle entre en contradiction et a condamné dans les faits la "théorie" stalinienne du "socialisme dans un seul pays".

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le marché monétaire est le marché où les banques s'approvisionnent en *monnaies* nationales. Ce marché est alimenté par les banques commerciales disposant d'excédents de *liquidités*, par des institutions financières (organismes d'assurance vie, caisses de retraite, *fonds de pension*), qui ont également des excédents de *liquidités* qu'elles ne souhaitent pas placer dans des *titres*, et par la *banque centrale*. Il s'agit essentiellement d'un marché interbancaire.

Le *taux d'intérêt* du marché monétaire, ou *taux monétaire*, qui représente le prix à payer pour emprunter de la *monnaie*, est déterminé par le jeu de l'offre et de la demande. La *banque centrale* peut faire varier ce taux en approvisionnant ou en retirant de la *monnaie* nationale du circuit.

Il faut signaler que le marché monétaire ne se tient pas dans un lieu physique particulier, comme c'est le cas d'une grande partie des autres *marchés financiers*. Toutes les transactions s'effectuent par téléphone ou par ordinateur depuis les salles de marché des *banques*.

MARCHÉS FINANCIERS

Les marchés financiers désignent non seulement les marchés boursiers, mais aussi tous les marchés où s'échangent des *capitaux à long terme* (marché des capitaux). Sont donc inclus, notamment, les marchés des *produits dérivés* et autres *marchés à terme*. Les marchés financiers, malgré leur éparpillement mondial et la multiplicité des intervenants, sont en fait contrôlés entre un nombre très limité de mains. Ainsi, six *banques* trustent le marché mondial des *obligations* et des *actions*.

MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire correspond, au sens strict, à l'addition de la *monnaie* divisionnaire, scripturale et fiduciaire (voir à *Monnaie*). Cependant, afin de pouvoir déterminer sa *politique monétaire* et établir la quantité précise de *monnaie* en circulation, la *banque centrale* doit tenir compte d'*actifs financiers*, qui ne sont pas immédiatement liquides (on ne va pas régler ses achats dans un supermarché avec des SICAV), mais représentent un potentiel important d'injection de *monnaie*.

La Banque de France, comme la plupart des autres *banques centrales*, a déterminé ce qu'on appelle des "agrégats monétaires", afin d'avoir la connaissance la plus fine de la masse monétaire actuellement ou potentiellement en circulation. Ces agrégats sont les suivants :

M 1 : *monnaie* scripturale et *monnaie* fiduciaire ;

M 2 : M 1 + les différents comptes d'épargne ;

M 3 : M 2 + les SICAV et autres *actifs financiers* à court terme (*capitaux à court terme*) ;

M 4 : M 3 + les *bons du Trésor*.

MODE DE PRODUCTION

Un mode de production est le fruit de la combinaison, d'une part, d'un certain niveau atteint par les *forces productives* et, d'autre part, de *rapports sociaux de production*. Différents modes de production se sont succédé au cours de l'histoire de l'humanité ou ont cohabité à différents endroits de la planète : les modes de production primitif, asiatique, antique, germanique, esclavagiste, féodal et capitaliste.

Le mode de production capitaliste est un mode de production marchand, c'est-à-dire qu'il a pour finalité la production de plus-value (et son extorsion à la classe ouvrière dans le processus de production), production de *plus-value* qui ne peut se réaliser que dans le processus de vente de marchandises pouvant être échangées.

Chaque producteur, formellement indépendant des autres, ne produit pas pour sa propre consommation, mais pour la vente de sa production en vue de l'acquisition d'autres marchandises. De ce fait, ce mode de production a généralisé l'usage de la *monnaie* dans les échanges.

Cependant, dans le cadre actuel de décomposition du mode de production capitaliste, qui caractérise *l'impérialisme sénile*, le *capital financier* tente en permanence de passer par-dessus le processus de production, par le biais du *parasitisme* et de la *spéculation*, pour réaliser la *plus-value*. En outre, le mode de production capitaliste correspond à un certain degré des *forces productives* fondé sur le développement du machinisme, marqué par une plus grande collectivisation du travail (constitution des fabriques) ainsi que sa division et sa spécialisation au

sein d'une même unité de production. Enfin, le mode de production capitaliste met en relation deux classes essentielles aux intérêts divergents : d'une part, la bourgeoisie, qui possède les moyens de production et, d'autre part, les prolétaires, qui sont contraints de vendre leur *force de travail*.

MONDIALISATION

La mondialisation est un terme utilisé depuis quelques années par des économistes à la mode pour décrire un processus présenté comme récent, mais en fait déjà engagé depuis le début de ce siècle et que Lénine avait déjà décrit dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* : croissance et primauté des exportations de capitaux, développement de la division internationale du travail, des *trusts* multinationaux, interconnexion de l'économie des différents pays, etc.

Il est un fait que ce processus a pris une ampleur particulière depuis les années 1980, où la *déréglementation* généralisée accélère les conditions de la *concurrence* sur le plan mondial et où le développement des moyens de transports et de télécommunications a supprimé un à un les obstacles techniques aux *délocalisations*. En outre, les crises financières, qui, par le passé, mettaient plusieurs mois ou années à se propager, touchent toutes les places financières en quelques instants.

MONÉTARISME

Le monétarisme est, en quelque sorte, la facette monétaire du *libéralisme*. Cette conception affirme notamment que l'accroissement de la *masse monétaire* est la cause de *l'inflation*. En fait, la conception monétariste met au centre de la politique économique et monétaire le contrôle de la *masse monétaire*, seul facteur d'équilibre de l'économie. Si la croissance de la *monnaie* est plus forte que la croissance de la production, il faut réduire la *masse monétaire* par une politique de *taux d'intérêt* élevé et de compression de la masse salariale.

La politique dite du "franc fort" est un des avatars de cette conception qui, en réalité, tente de masquer les *rapports de production* et le rôle de la production capitaliste.

MONNAIE

Partant de la loi **de la valeur**, le marxisme définit la monnaie comme équivalent général, c'est-à-dire une marchandise (dont la *valeur* se

mesure par le temps de travail socialement nécessaire à sa production) reconnue socialement comme la représentation de toutes les marchandises.

Jusqu'à la fin du régime *d'étalon-or*, l'or apparaissait comme la marchandise exprimant de façon universelle la *valeur* des marchandises, même si cette monnaie a commencé, au cours du XIXe siècle, à se faire représenter dans les échanges par des billets (monnaie fiduciaire), des pièces (monnaie divisionnaire) ou des écritures sur comptes bancaires (monnaie scripturale).

Depuis la fin du régime de *l'étalon-or* et l'instauration du *cours forcé* des monnaies, puis avec l'instauration du système monétaire issu des *Accords de Bretton-Woods* en 1944 et son abandon en 1971 par *l'impérialisme* américain, ces représentants de la monnaie ont pris le devant de la scène et tentent tant bien que mal de jouer le rôle que jouait autrefois l'or.

La monnaie a trois fonctions :

— sa fonction de moyen de circulation, en permettant la réalisation des échanges ;

— sa fonction de moyen de paiement, c'est-à-dire qu'elle est acceptée socialement parce qu'elle est une réserve de *valeur*. Autrement dit, elle est réserve de valeur, car elle ne se déprécie pas entre le moment de la vente d'une marchandise contre de l'argent et celui où on utilise l'argent pour acheter une autre marchandise. C'est le problème posé par l'existence de représentants de la monnaie (billets de banque, jeux d'écriture) dont l'émission trop importante crée l'inflation, et donc une dépréciation.

— enfin, sa fonction de moyen de paiement universel dans les échanges entre pays. L'or a également joué ce rôle pendant très longtemps. Il n'en est pas de même de chaque monnaie nationale. Le rôle de celle-ci en tant que moyen de circulation et moyen de paiement national est lié aux conditions nationales de la production, conditions qui divergent selon les pays. Le rôle apparemment universel que joue le dollar ou encore le mark allemand est dû à un rapport de domination de ces *impérialismes* par rapport aux autres.

C'est la *valeur* qui confère sa place à la monnaie. Comme l'explique Karl Marx,

"c'est parce que les marchandises en tant que valeurs sont du travail matérialisé et, par suite, commensurables entre elles, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leur valeur dans une marchandise spéciale, et transformer cette dernière en monnaie, c'est-à-dire en faire leur mesure commune" (*Le Capital*, livre I).

L'augmentation du prix d'une marchandise, en tant qu'expression monétaire du travail réalisé dans cette marchandise, ne signifie pas l'augmentation de sa valeur. La grandeur de valeur exprime le lien entre une marchandise et la quantité de travail social qui a été nécessaire pour la créer. Le prix est l'expression d'un rapport d'échange de la marchandise avec la marchandise monnaie qui existe hors d'elle. Par conséquent,

il intègre, à un moment donné, les conditions du marché et peut osciller autour de la *valeur*.

MONOPOLE

Dans un sens strict, le monopole correspond à la situation d'un marché où il n'y a qu'un seul producteur/vendeur. En dehors des services publics assurés par l'État, une telle situation existe rarement et on parle plus souvent d'une situation *d'oligopole*.

Cependant, dans un sens plus large, le monopole représente la situation de domination d'un marché. Le monopole ne signifie pas la suppression de la *concurrence*, avec laquelle il peut tout à fait coexister.

La constitution des monopoles est une des caractéristiques fondamentales de la phase impérialiste du capitalisme. Elle trouve son origine dans la *concurrence* que se font les capitalistes entre eux. Comme le dit Trotsky,

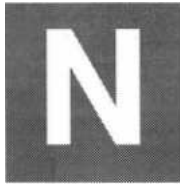
« les rapports entre capitalistes qui exploitent les travailleurs sont déterminés par la concurrence, qui agit comme le ressort principal du progrès capitaliste. Les grandes entreprises ont, par rapport aux petites, les plus grands avantages techniques, financiers, organisationnels, économiques et, "last but not least", politiques. Une plus grande quantité de capitaux, permettant d'exploiter un plus grand nombre de travailleurs, donne inévitablement à celui qui les possède la victoire dans une compétition. Telle est la base de la concentration et de la centralisation du capital.

Tout en stimulant le progrès et le développement de la technique, la concurrence détruit non seulement les couches de producteurs intermédiaires, mais elle se détruit elle-même. Sur les cadavres ou semi-cadavres des petits et moyens capitalistes émerge un nombre toujours plus petit de seigneurs capitalistes toujours plus puissants » ("Le marxisme et notre époque", Œuvres, tome 20).

Le monopole peut s'exprimer à différents niveaux : contrôle des prix, des matières premières, des procédés de fabrication, etc.

MUTUAL FUNDS

Les Mutual Funds sont des *fonds communs de placement*, essentiellement américains. Avec les *fonds de pension*, ils jouent un rôle essentiel



NIKKEI

L'indice Nikkei (de son vrai nom "Nikkei Dow Jones") est l'indice officiel de la Bourse de Tokyo (Kabuto Chô). Il correspond à la somme des *capitalisations* des 225 *actions* cotées sur cette *Bourse*.

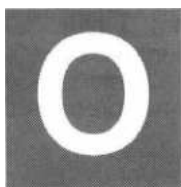
NOYAU DUR

Dans un actionariat, le noyau dur représente un groupe d'actionnaires suffisamment important et solidaire pour bloquer toute tentative *d'OPA*. Par ailleurs, du fait de son pouvoir, ce noyau dur s'impose généralement aux autres actionnaires individuels (petits porteurs), au grand dam des tenants de "l'actionariat populaire".

La constitution de noyaux durs a été un principe constamment appliqué à la politique de privatisation engagée par tous les gouvernements français depuis 1986.

NUMÉRAIRE

Le numéraire est la forme matérielle de la *monnaie* représentée par des pièces et des billets ayant *cours légal*.



OBLIGATION

Une obligation est un titre représentatif d'un emprunt lancé par l'Etat ou une société sur les *marchés financiers*. Les souscripteurs de cet emprunt sont ceux qui détiennent les obligations qu'ils ont reçues en contrepartie du prêt qu'ils ont fait. La rémunération de ces détenteurs d'obligations est constituée d'un intérêt (autrement appelé le "coupon", d'où le terme de "tondeurs de coupons" appliqués aux rentiers).

Ces titres peuvent être revendus par leurs détenteurs à d'autres personnes ou institutions financières sur le marché dit "obligataire", et ce avant l'échéance finale de l'emprunt. Plus de la moitié des emprunts faits sur les marchés financiers le sont sous la forme d'obligations.

En France, ce type d'obligations (OAT, obligations assimilables du Trésor) représente les deux tiers environ de l'ensemble de la dette de l'Etat. Dans les pays capitalistes avancés, la progression des émissions d'obligations est largement supérieure à la croissance des économies. Elle représente souvent une progression dix fois supérieure.

OCDE

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) a été créée en 1961 et a succédé à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique), elle-même créée en 1948 pour gérer les fonds prêtés par l'impérialisme américain aux pays capitalistes européens pour leur reconstruction (plan Marshall).

L'OCDE regroupe aujourd'hui vingt-cinq pays, le dernier adhérent ayant été, en 1994, le Mexique. Elle a pour tâche essentielle d'indiquer aux Etats capitalistes la politique à suivre pour le plus grand bénéfice du *capital financier*, et principalement le *capital financier* américain.

OLIGOPOLE

L'oligopole correspond à une situation où un marché comporte un nombre limité de groupes ou de sociétés contrôlant tout (ou la plus grande partie) d'une production. Excepté certains domaines tels que certains

services publics assurés par l'Etat, l'oligopole est la forme la plus fréquente de structuration des marchés nationaux et internationaux, où une poignée de *trusts* contrôlent un marché particulier, non seulement face aux acheteurs, mais aussi face aux fournisseurs de matières premières et autres composants entrant dans la production.

OMC (ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE)

L'Organisation mondiale du commerce a été créée en avril 1994, suite à la signature des accords de Marrakech, qui conduisaient le dernier "round" ("Uruguay Round") du *GATT*, et a officiellement commencé ses activités en janvier 1995.

L'OMC se substitue au *GATT*, dont elle reprend les prérogatives, avec, tout au moins sur le papier, des pouvoirs de sanction plus importants. En effet, alors qu'avec le *GATT* chaque pays pouvait prendre ses propres sanctions vis-à-vis d'un pays qui était accusé de ne pas jouer le jeu du libre-échange, avec l'OMC, seule cette dernière peut théoriquement adopter des sanctions.

L'OMC continue le *GATT* avec, néanmoins, une fonction particulière, qui est de tenter de structurer le *marché mondial* autour des intérêts du seul *impérialisme* américain. L'existence même de l'OMC est totalement subordonnée au respect des intérêts de *l'impérialisme* américain. Ainsi, dès sa création, les Etats-Unis ont mis en place un comité des sages chargé d'analyser la validité des décisions de l'OMC et se réservent de se retirer de cette organisation si celle-ci entre en conflit avec leurs intérêts. D'ailleurs, à l'issue de la première négociation menée par l'OMC, celle relative aux services financiers, les Etats-Unis se sont retirés des discussions et l'accord final a été signé sans eux.

D'autre part, cela n'empêche pas *l'impérialisme* américain de conserver toujours un puissant arsenal de sanctions, comme c'est une fois encore le cas avec son fameux article 301, qui donne la possibilité au chef de l'Etat de prendre des mesures de rétorsion à l'égard d'un pays convaincu de "concurrence déloyale" (voir *Protectionnisme*).

Jeffrey Garten, sous-secrétaire d'Etat du commerce international de Bill Clinton, exprimait ainsi la politique de *l'impérialisme* américain vis-à-vis de l'OMC :

"Les Etats-Unis ne sont pas prêts à attendre des années jusqu'à ce que l'Organisation mondiale du commerce impose l'ouverture des marchés en résolvant les différends commerciaux par la seule négociation (...).

Notre objectif majeur est l'ouverture des marchés. L'OMC est un moyen, un véhicule pour y parvenir" (*International Herald Tribune*, 14 juillet 1995).

OPA-OPE

L'OPA (Offre publique d'achat) est une opération boursière réalisée par une société désireuse d'acquérir une part dominante du *capital* d'une autre société en offrant aux actionnaires d'acheter leurs *actions*. Pour que cette opération soit viable et suffisamment alléchante, cet achat est proposé à un prix supérieur au *cours* de ces *actions* sur le marché.

Une OPA est dite "amicale" lorsque la société qui va passer sous contrôle d'une autre (appelée "la proie") est d'accord. Dans le cas contraire, on parle d'une OPA "hostile". La société qui se trouve attaquée doit alors réagir en faisant une contre-proposition d'achat des *actions* plus intéressante, ou en se vendant à une autre société (appelée dans le jargon boursier "le chevalier blanc") qui s'engage à la protéger, ou encore en actionnant un mécanisme juridique quelconque (appelé "la pilule empoisonnée") prévu dans les statuts de la société "agressée" dans le but de noyer l'attaque.

L'OPA est censée répondre à une logique industrielle : absorber un concurrent, conquérir un marché ou, dans le cas d'une OPA amicale, s'attacher le savoir-faire d'un partenaire. Cependant, lorsqu'on analyse la vague des OPA des années 1980, on s'aperçoit que ces dernières ont constitué un formidable levier pour la *spéculation*, sans rapport avec une logique de développement de la production.

Tel spéculateur attaquait une société en empruntant sur le marché (garantissant ces emprunts avec des *Junk Bonds*), réussissait son OPA puis se "payait sur la bête" pour rembourser ses emprunts en vendant la société par morceaux (on dit "par appartements") et en réalisant au passage de substantiels *profits*. Sans compter les spéculateurs, qui profitent de l'inévitable surenchère des cours provoquée par les OPA pour empocher des sommes considérables.

Pour le seul premier trimestre 1995, les OPA réalisées sur le plan mondial ont représenté 335 milliards de dollars, dont 165 milliards aux Etats-Unis.

Il existe également l'OPE, ou Offre publique d'échange, qui fonctionne comme une OPA, sauf que l'achat des *actions* s'effectue contre d'autres *actions* ou *titres* (des *obligations*, par exemple).

OPEP

L'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole), dont le siège est à Vienne, a été créée en 1960 et comporte actuellement treize membres : Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar et Venezuela.

Sa constitution répondait à la nécessité de garantir un certain niveau de revenu du pétrole (en ce sens, on peut dire qu'il s'agit d'un *cartel* de producteurs) et organiser une certaine résistance aux grandes compa-

gnies pétrolières en contrant leur tendance à fixer unilatéralement les prix.

Cependant, l'OPEP étant composée de pays dont les gouvernements ont des relations étroites de dépendance avec *l'impérialisme*, et principalement *l'impérialisme* américain, il est largement reconnu que nombre de ses décisions n'ont pas été prises sans l'assentiment, au moins tacite, de ce dernier.

Faisant partie des premiers pays producteurs de pétrole du monde, *l'impérialisme* américain a considéré les brusques hausses du prix du pétrole provoquées par l'OPEP au cours des années 1970 comme une arme dans sa compétition avec les autres *impérialismes* européens et japonais.

Par ailleurs, force est de constater que le poids de l'OPEP dans la détermination du prix du pétrole s'est relativisé depuis ces dernières années, comme on a pu le constater lors de la guerre du Golfe.

De 53 % de la production mondiale, la production des pays de l'OPEP est tombée aujourd'hui aux alentours de 30 %. De plus, 70 à 80 % des échanges de pétrole sont effectués sur les *marchés au comptant* ou marchés "spot", c'est-à-dire en dehors du régime de prix administré imposé par l'OPEP. Ces marchés "*réagissent très vite à l'évolution des prix des produits pétroliers et transmettent ainsi aux producteurs de l'OPEP la pression qu'exercent les raffineurs*" (Agnès Chevallier, *Le Pétrole*, éditions de La Découverte).

Le développement des *marchés à terme* sur le pétrole de Chicago, New York et Londres a donné une place prépondérante aux prix déterminés sur les marchés par rapport aux prix déterminés par l'OPEP et a renforcé le poids des grandes compagnies de raffinage.

En outre, les programmes de privatisation imposés généralement par les *politiques d'ajustement structurel* du FMI permettent de faire passer le pétrole des *pays dominés* sous la coupe des *trusts* impérialistes, renforçant le poids de ceux-ci sur les marchés.

OPÉRATION DE COUVERTURE À TERME

En matière financière et boursière, une opération de couverture à terme est une opération visant à se protéger des variations futures de prix, de *taux d'intérêt*, de *cours* boursier, etc.

Imaginons un producteur de câbles qui a besoin, dans trois mois, de 100 tonnes de cuivre pour réaliser ses produits. Le seul prix du cuivre qu'il connaît est celui du jour, celui qui apparaît sur *le marché au comptant*, disons 2 900 dollars la tonne.

Mais il ne connaît pas le prix du cuivre dans trois mois. Si le prix du cuivre dans trois mois est plus cher qu'aujourd'hui, notre producteur de câbles va supporter un surcoût. Il va donc chercher un moyen de se protéger de ce risque en se couvrant à terme.

Notre producteur de câbles va donc passer un contrat avec un producteur de cuivre (appelé "la contrepartie"), qui va s'engager à lui livrer dans trois mois ses 100 tonnes de cuivre à 2 900 dollars la tonne (soit au prix total de 290 000 dollars). Ce contrat est appelé un "contrat à terme".

Si, au bout de trois mois, le prix de la tonne de cuivre passe à 3 000 dollars, notre producteur de câbles aura fait une bonne affaire. Si ce prix passe au contraire à 2 800 dollars, il n'aura pas fait une mauvaise affaire, puisque, connaissant à l'avance son prix d'approvisionnement, il peut contrôler son coût de production, mais il n'en aura pas fait une bonne puisqu'il ne pourra pas profiter de la baisse du prix du cuivre.

Bien sûr, le producteur de cuivre a un raisonnement inverse de celui du producteur de câbles, puisqu'il craint plutôt une baisse du prix de la tonne de cuivre. Il va donc chercher un acheteur de cuivre (sa contrepartie) qui accepterait une transaction avec livraison différée, mais au prix d'aujourd'hui.

C'est cette confrontation constante entre les anticipations de prix futurs entre acheteurs et vendeurs qui détermine les prix à terme des matières premières. La même mécanique, bien que beaucoup plus récente, existe pour les actions et les obligations. Dans ce cas, on cherchera à se protéger des variations futures des *cours* et des *taux d'intérêt*.

L'exemple précédent présente un cas classique d'utilisation des opérations de couverture à terme entre acheteurs et vendeurs de marchandises (ou de *titres*). Cependant, les *marchés à terme*, où se réalise ce type d'opérations, ont été largement investis par les spéculateurs.

C'est le cas des spéculateurs professionnels que sont les négociants en matières premières. Reprenons l'exemple du cuivre et imaginons que notre producteur de câbles reçoive d'un négociant la promesse de lui livrer 100 tonnes de cuivre dans trois mois au prix d'aujourd'hui (prix du *marché au comptant*), soit 2 900 dollars la tonne. Ce négociant n'est pas un producteur de cuivre, il ne possède donc pas le cuivre dont il a besoin pour honorer sa promesse dans trois mois. Si, au bout de trois mois, le prix de la tonne est passé à 2 800 dollars, notre négociant va faire une bonne affaire, car il va vendre au producteur de câbles 100 tonnes à 2 900 dollars la tonne en ayant acheté parallèlement les quantités correspondantes sur le *marché au comptant* à 2 800 dollars la tonne, soit un profit de 100 dollars par tonne. Si, en revanche, le prix de la tonne de cuivre passe à 3 000 dollars, il fera une perte.

Mais notre négociant, qui est un malin, va pouvoir compenser ce risque par des opérations sophistiquées utilisant les *produits dérivés*, opérations qui s'apparentent à la situation du parieur qui mise sur la victoire d'une équipe de football tout en pariant sur la victoire de l'équipe de football adverse. Une anticipation de prix sur le marché "physique" du produit concerné (là où s'échange physiquement le titre ou la matière première) peut ainsi se compenser par une anticipation inverse sur le marché "virtuel" et purement financier des *produits dérivés*.



PAC

Lancée en 1962 par la *CEE*, la PAC (Politique agricole commune) s'assignait deux objectifs :

- mise en place d'un prix unique européen sur les principaux produits agricoles, les différences de change entre monnaies étant compensées par un mécanisme appelé "montants compensatoires monétaires",

- institution de la "préférence communautaire", qui, par le jeu de taxes, amène les pays de la *CEE* à importer en priorité des produits en provenance de la *CEE* au détriment des autres pays.

La PAC, dès le début, a procédé d'une volonté régulatrice visant à adapter prix et production au marché capitaliste, et ce sous l'égide de *l'impérialisme* américain.

Sous les coups de la compétition interimpérialiste, notamment avec *l'impérialisme* américain, et du constat général du *capital financier*, exprimé par les politiques du *FMI* et de la *Banque mondiale*, que la résolution de la crise du capitalisme ne passait plus par le maintien artificiel de marchés, mais par la destruction des *forces productives*, des quotas de production furent d'abord institués. Tout dépassement était sanctionné. Puis, en 1992, la PAC fut réformée, avec une réduction substantielle des prix garantis (29 % pour le blé et 10 % pour le lait), pour les rapprocher des prix de marché et la mise en jachère de 15 % de la surface céréalière en compensation d'aides directes aux agriculteurs.

Cela a pour conséquence la destruction de la production pour l'adapter aux capacités du marché capitaliste. Les paysans allaient être payés pour abandonner leur activité. Ces dispositions se sont naturellement coulées dans le moule institué par les accords du *GATT* de décembre 1993.

PARADIS FISCAUX

Les "paradis fiscaux" sont des pays qui ont les caractéristiques suivantes :

- fiscalité légère ou inexistante ;

- réseau de communications moderne et efficace ;
- secret sur les transactions, et notamment secret bancaire ;
- dispositif légal très tolérant en matière de création de sociétés.

Ces "paradis fiscaux" sont utilisés par les plus grands *trusts* pour maquiller leurs profits et se soustraire à la fiscalité de leur pays d'origine.

Par exemple, il est fréquent qu'un trust crée une société spéciale dans un "paradis fiscal", à qui il vend des marchandises à prix coûtant. Cette société va ensuite revendre ces marchandises avec un profit qui restera dans le "paradis fiscal" et échappera ainsi à toute taxation. Ou encore, une société peut décider d'assurer ses différents risques en créant dans un "paradis fiscal" une compagnie d'assurances à qui elle paye des primes. Un joli magot se constitue ainsi à l'abri des regards indiscrets.

Les banques se servent aussi des "paradis fiscaux" pour effectuer, via une filiale créée à cet effet, des transactions échappant ainsi au fisc. Pour ce "service", elles payent à leur filiale des commissions qui viendront réduire leur bénéfice imposable.

Les "paradis fiscaux" sont également une plaque tournante du *blanchiment* de l'argent sale, notamment celui de l'argent de la drogue. Garantissant la confidentialité des transactions, ils permettent l'injection massive dans le système financier international de milliards de dollars qui trouvent ainsi une nouvelle virginité. D'ailleurs, la majeure partie des *Hedge Funds* sont logés dans un "paradis fiscal".

L'un des principaux "paradis fiscaux", les îles Caïmans, situées dans les Antilles, possède plus de 400 milliards de dollars de dépôts bancaires et 350 compagnies d'assurances, plus de mille *fonds communs de placement* et 29 000 sociétés y sont représentées.

PARASITISME

Le parasitisme, qui constitue un véritable détournement de *plus-value*, était déjà présent pendant la phase ascendante du capitalisme, mais n'y jouait qu'un rôle marginal. Il est devenu une des caractéristiques essentielles du stade impérialiste du capitalisme.

Il constitue une tentative de la bourgeoisie de surmonter les difficultés de mise en valeur du *capital*. Il se caractérise par la généralisation de tous les moyens permettant de détourner le processus par lequel la *plus-value* se réalise par la vente de marchandises, loi qui entre en contradiction avec l'étroitesse des marchés.

Cela passe essentiellement par :

- la création de conditions artificielles de réalisation de la *plus-value*, d'autant plus artificielles qu'elles n'aboutissent pas sur un développement des *forces productives*. C'est le cas, par exemple, du marché de l'armement ou plus généralement des dépenses de l'Etat (voir *capital fictif*), qui constituent des marchés captifs. Ces marchés se développent au

détriment de la consommation, car, pour faire face à ses dépenses, l'Etat doit augmenter les impôts, mais aussi la charge de son endettement, qu'il tente de compenser en s'attaquant aux budgets sociaux, à l'emploi et aux salaires des fonctionnaires, etc. ;

— le développement du *crédit*, c'est-à-dire en maintenant artificiellement le processus *d'accumulation du capital* avant même que la vente des marchandises, et donc la réalisation de la *plus-value*, soit effective, cette vente et cette réalisation parfois n'intervenant jamais. Les intérêts de ces crédits, qui doivent être remboursés coûte que coûte, pèsent de tout leur poids sur le processus de production et nécessitent souvent la destruction de capacités de production pour faire face aux échéances.

— le développement de la *spéculation*, des circuits financiers où les *profits* ne sont pas obtenus par le biais de la production, mais dont les profits sont tellement élevés que des masses croissantes de capitaux se détournent de la production pour aller vers la spéculation.

Le parasitisme permet donc à des groupes de capitalistes de s'approprier des parts de *plus-value* supplémentaires, avec, en retour, une aggravation de la mise en valeur du capital par la dislocation du marché du fait d'une contraction de la consommation et de la production elle-même.

PAYS DOMINÉS

Appartiennent aux pays dominés les pays capitalistes soumis à l'oppression de l'impérialisme. Cette oppression peut s'exercer directement, comme dans le cas des colonies. Mais, dans la majorité des cas, il s'agit de pays qui, bien qu'ayant formellement une indépendance politique, sont soumis aux marchés dominés par les *trusts* et les *banques* impérialistes et sont dans un rapport d'échange défavorable, devant importer les biens industriels et exporter les matières premières à des prix dont la détermination leur échappe.

Cette mise sous tutelle a pris une ampleur encore accrue avec les *politiques d'ajustement structurel* et la pression par la *dette*, qui ont conduit à l'immixtion directe du *FMI* et de la *Banque mondiale* dans la politique économique et sociale de ces pays, et ce au détriment de la démocratie.

Les économistes officiels, notamment ceux qui se présentent comme les spécialistes de la *dette*, emploient volontiers le terme de "pays en voie de développement (PVD)". Cette terminologie ne résiste pas à la réalité de la politique de régression totale menée par *l'impérialisme* dans ces pays.

La terminologie de tiers monde n'est pas plus acceptable. Elle donne l'illusion d'une unité entre pays dominés, leur donnant une spécificité indépendante du système capitaliste mondial, et a justifié toutes les théories à la mode opposant les "pays du Nord" aux "pays du Sud", unissant dans chaque bloc bourgeoisie et prolétariat, les peuples et leur gouvernement.

PÉTRODOLLARS

Les pétrodollars sont des dollars qui sont détenus par les pays exportateurs de pétrole. Ils constituent une partie des *eurodollars*.

[PIB

Le PIB (Produit intérieur brut) est la somme des *valeurs ajoutées* dégagées par les entreprises et les administrations sur le territoire national, quelle que soit leur nationalité d'origine. Il intègre donc l'activité des entreprises multinationales. Il mesure donc la production réalisée au cours d'une année dans un territoire national donné (marchandises et ser-

vices). On parle de PIB marchand lorsqu'on prend la somme des *valeurs ajoutées* au prix de marché, c'est-à-dire en tenant compte non seulement de la contribution des entreprises à chaque stade de la production, mais aussi des taxes (TVA).

PLACES FINANCIÈRES OFFSHORE

Une place financière offshore est une place financière où les *banques* qui y sont présentes (les *banques offshore*) ont une activité strictement internationale et n'interviennent pas dans l'activité du *marché financier* intérieur.

Le développement de places financières offshore (Singapour ou Panama, par exemple) répond à la fois à la nécessité d'assurer vingt-quatre heures sur vingt-quatre la circulation mondiale des capitaux en jouant sur les fuseaux horaires (quand Londres ferme, Singapour ouvre) et d'échapper aux contraintes fiscales, car beaucoup de ces places offshore sont au départ de simples *paradis fiscaux*.

PLUS-VALUE

1. — La plus-value est la *valeur* supplémentaire apparue au cours du processus de production par le biais de l'exploitation de la *force de travail* et que le capitaliste s'approprie.

Lorsque le capitaliste s'engage dans le processus de production, il achète du *capital constant* C et du *capital variable* V dans le but d'avoir un capital supérieur à celui qu'il a utilisé (avancé) au départ.

Le capital qu'il a avancé A est égal à C + V. A la fin du processus de production, il obtient A', qui est supérieur à A. La différence entre (C + V) et A', c'est la plus-value PI :

$$A \rightarrow C+V \rightarrow C+V+PI=A'$$

Cette transformation apparemment mystérieuse trouve son origine dans la caractéristique particulière que possède l'une des marchandises achetées, la *force de travail* (ou *capital variable*), de produire plus de *valeur* que ce que nécessite sa propre reproduction, son propre entretien, c'est-à-dire dégager un surtravail, base de la plus-value.

Exemple

Soit une journée de travail de 8 heures. Imaginons que le temps de travail nécessaire à la reproduction et à l'entretien de la *force de travail* soit de 4 heures.

Pendant sa journée de travail, le travailleur va donc travailler 4 heures pour lui, pour ses besoins, et travailler gratuitement 4 heures de plus pour le capitaliste. Ces 4 heures sont le surtravail créateur d'une plus-value.

Pour reprendre la présentation faite par Karl Marx dans le livre I du *Capital*, cette journée de travail peut être représentée comme suit :

a—————

où **ab** représente la valeur de la force de travail et **bc** représente le travail gratuit.

On distingue deux types de plus-value :

la plus-value absolue, qui résulte de l'augmentation de la journée de travail, permettant ainsi d'allonger la partie de cette journée qui va au-delà du temps de travail nécessaire à la reproduction et à l'entretien de la *force de travail*. Par ce biais, le capitaliste obtiendra une quantité de plus-value de plus en plus grande en imposant des journées de plus en plus longues.

Exemple

En reprenant l'exemple précédent, le capitaliste va tenter de porter la journée de travail à, disons, 10 heures, ce qui lui permet de s'approprier 2 heures supplémentaires de surtravail.

La nouvelle journée de travail se présentera donc ainsi : **a**

_____ **b** _____ **c** _____ **c'**

où la valeur de la force de travail **ab** reste la même, mais la journée de travail étendue de **c** à **c'** permet de dégager un travail gratuit supplémentaire **cc'**. La **force de travail** est donc exploitée dans une proportion plus grande, car le capitaliste a réussi à lui extorquer encore plus de plus-value.

La flexibilisation des horaires, la suppression du décret de 1937, l'instauration du travail le dimanche, voilà autant de moyens utilisés aujourd'hui par les capitalistes pour allonger la journée de travail et augmenter la quantité de plus-value dégagée dans le processus de production.

— **la plus-value relative**, qui, à journée de travail constante, résulte de la diminution de la part de la journée de travail nécessaire à la reproduction et l'entretien de la *force de travail*. Cela nécessite que les capitalistes arrivent à faire baisser la valeur de la force de travail.

Exemple

En reprenant toujours notre exemple de départ, notre capitaliste se trouvant dans l'impossibilité d'augmenter la journée de travail au-delà de 8 heures (du fait des lois limitant la journée de travail imposées par le combat des travailleurs), il va chercher à porter à, disons, 3 heures, la part de la journée de travail affectée à la reproduction de la force de travail. Il va donc ainsi pouvoir s'approprier 5 heures de surtravail sans augmenter la journée de travail.

Le processus va alors se présenter comme suit :

a _____ **b** _____ **b** _____ **c**

Notre capitaliste ne pouvant étendre la journée de travail **ac** au-delà de **c**, comme dans le cas de la production de plus-value absolue, il va alors tenter de ramener la portion de cette journée représentée par **ab** à une proportion moindre **ab'** ; il va donc chercher à réduire la valeur de la *force de travail* pour extorquer une quantité supérieure de plus-value, sans que la durée de la journée de travail ne soit modifiée.

Il va pouvoir le faire en augmentant la *productivité du travail*. La production de plus-value relative va alors stimuler la *productivité du travail*. C'est la voie prise par le *capitalisme ascendant* qui, en ce sens, a joué un rôle historiquement progressiste.

A l'époque de *l'impérialisme*, la solution est celle de l'abaissement des salaires, de la destruction des éléments historiques et sociaux de la *valeur de la force de travail* (voir à *Force de travail*).

Cela a pour conséquence la tendance permanente de *l'impérialisme* à vouloir faire baisser la valeur de la *force de travail*, provoquant la contraction de la consommation, disloquant de ce fait les conditions de la mise en valeur du *capital*.

C'est ce qui donne à *l'impérialisme* sa caractéristique de réaction sur toute la ligne.

La plus-value est la seule motivation de l'investissement du capitaliste. Mais, pour que celui-ci puisse effectivement réaliser cette plus-value, il faut qu'il vende ses marchandises sur le marché. Il va donc ajuster sa production non pas pour satisfaire un besoin humain, mais pour réaliser une quantité la plus grande possible de plus-value et dégager les *profits* les plus importants.

2. En langage financier, la plus-value est le profit retiré de la vente d'un titre ou d'un bien immobilier.

PNB

Le PNB (Produit national brut) est la somme des *valeurs ajoutées* dégagées par les entreprises et les administrations d'une même nationalité, quel que soit leur pays d'action. Il intègre donc l'activité des entreprises nationales à l'étranger, mais exclut les activités des entreprises multinationales opérant sur le territoire national.

POLITIQUE D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Apparue au cours des années 1970, la politique d'ajustement structurel (PAS) est la forme que revêt la politique mise en oeuvre par le *FMI* pour soumettre les peuples des *pays dominés* aux impératifs du *capital financier*.

Ses buts officiels sont :

— l'ouverture du pays au marché capitaliste par la réduction ou la suppression de tout obstacle à la libre concurrence et à la libre pénétration des capitaux étrangers (suppression des subventions sur les produits de première nécessité, des protections de l'industrie nationale, des conventions collectives, de la protection sociale, du contrôle des changes, privatisations) ;

— la suppression des *déficits budgétaires* par la réduction des dépenses, les "budgets sociaux" (santé, éducation, logement, etc.) étant généralement visés ;

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La productivité du travail correspond à sa capacité de produire des marchandises dans un temps donné. Le développement des conditions techniques et sociales de la production trouve son origine dans la recherche d'une réduction de la *valeur de la force de travail*, c'est-à-dire de la quantité de travail nécessaire à sa reproduction, pour dégager, dans une même journée de travail, une quantité plus grande de *plus-value* (voir "plus-value relative" dans *Plus-value*).

Dans le mode de production capitaliste, la recherche par les capitalistes d'une amélioration de la productivité n'a d'autres motivations que l'abaissement de la *valeur de la force de travail* (voir à *Plus-value*) et la production aux coûts les plus bas. Avec le *capitalisme ascendant*, cette recherche de la productivité stimulait le développement des *forces productives* dans un contexte d'extension du *marché mondial*. Avec l'*impérialisme*, notamment dans sa phase sénile (voir à *Impérialisme sénile*), le mouvement est celui de la destruction des *forces productives* dans le cadre d'une saturation des marchés.

PRODUITS DÉRIVÉS

Un produit dérivé est un contrat à terme (voir *Opération de couverture à terme*) réalisé sur un *actif financier* (*titre*, matière première, indice boursier) appelé "actif sous-jacent", qui fait lui-même l'objet d'un marché réel (ou marché dit "physique"). En d'autres termes, il s'agit d'instruments financiers qui permettent de parier sur le cours d'un sous-jacent sans pour autant le posséder.

Prenons l'exemple d'un capitaliste qui possède différentes *actions* pour un total d'un million de francs, cotées sur la *Bourse* de Paris, et compte les revendre dans trois mois. Bien évidemment, il veut se prémunir d'une baisse de l'indice de la *Bourse* de Paris (le *CAC 40*), qui lui ferait perdre de l'argent.

--Il peut, bien sûr, trouver quelqu'un sur le marché qui veuille bien lui acheter toutes ses *actions* à au moins un million de francs et dans trois mois, exercice souvent difficile. Mais il peut aussi acheter sur le marché des produits dérivés sur indice boursier qui parient sur la baisse du *CAC 40*. Ainsi, si ce dernier baisse effectivement, notre capitaliste compensera les pertes encourues lors de la vente de ses *actions* par les gains qu'il aura engrangés en ayant justement parié, avec ses produits dérivés, sur la baisse de l'indice de la *Bourse*. A l'inverse, si le *CAC 40* monte, le mauvais pari pris avec ses produits dérivés sera compensé par les gains générés par la vente de ses *actions* à un prix plus élevé.

L'exemple donné concerne une opération qui permet de se prémunir des incertitudes de l'avenir (l'évolution du cours des *actions*). Mais les produits dérivés sont largement utilisés par les spéculateurs, qui, loin de se prémunir de quoi que ce soit, sont attirés par l'aspect pari de ses ins-

truments financiers, avec, comme tout système basé sur le principe du casino, la possibilité de gains énormes, mais aussi de pertes tout aussi énormes.

Ainsi, en 1995, la faillite retentissante de la banque anglaise Barrings a été due à des paris hasardeux d'un de ses spéculateurs sur des produits dérivés, dont le sous-jacent était l'indice de la *Bourse* de Tokyo (indice Nikkei). Le spéculateur escomptait une hausse de cet indice, qui s'est en fait effondré après le tremblement de terre de Kobé.

Le développement des produits dérivés est étroitement lié à la désagrégation du système monétaire créé par les *Accords de Bretton-Woods*. Du fait des changes flottants, de l'utilisation de l'arme des *taux d'intérêt* dans les *politiques monétaires*, de l'incertitude sur l'évolution des *taux de change*, des *taux d'intérêt*, sans oublier l'incertitude que cela introduit sur la "rentabilité" future des entreprises avec son influence sur le cours de leurs *actions*, tout cela a été la base de ce développement que l'on peut qualifier de véritable explosion à partir de la seconde moitié des années 1980.

Aujourd'hui, 50 % des transactions sur produits dérivés s'effectuent au *Chicago Board of Trade*.

Sur les marchés organisés (c'est-à-dire logés dans des Bourses officielles, tel que le MATIF en France, et avec des règles précises) le volume des encours atteignait, fin 1994, 7 900 milliards de dollars.

A cela s'ajoutent les opérations faites en dehors des marchés organisés (opérations dites de "gré à gré"). Bien qu'aucune statistique officielle ne soit donnée, la revue spécialisée *Swap Monitor* estimait que le volume des marchés de gré à gré était, à la fin 1994, de 30 000 milliards de dollars.

Le marché des dérivés, c'est donc presque 38 000 milliards de dollars 1

Les opérations sur produits dérivés sont concentrées entre très peu de mains. On estime actuellement que 90 % des transactions de ce type sont assurées par sept *banques* américaines.

PROFIT

L'origine du profit, c'est la *plus-value*, dont il est "*une forme mystifiée*" (Karl Marx).

Cette mystification vient de ce que le capitaliste, agrégeant dans une même quantité (les coûts de production) deux parties différentes du capital, le *capital constant* et le *capital variable* (et de ce fait masquant la caractéristique de ce dernier de créer une *valeur* nouvelle dans le processus de production, la *plus-value*), fait apparaître la modification de valeur finale comme provenant du capital tout entier.

Le *profit* est donc la *plus-value* "*imaginée comme rejeton de l'ensemble du capital avancé*" (Karl Marx).

Cela distingue le taux de profit :

$$\frac{PI}{C + V}$$

du taux de plus-value, ou taux d'exploitation :

$$\frac{PI}{V}$$

"Ce qui est donc ici mystifié, c'est la nature même du capital comme rapport social d'exploitation" (Daniel Gluckstein, "Le livre III du *Capital* a cent ans lui aussi", *La Vérité*, nouvelle série, n° 15, août 1995).

Le profit industriel est la part de la *plus-value* qui revient entre les mains du capitaliste.

Le profit commercial (ou bénéfice commercial) est la part de la *plus-value* revenant au commerçant qui a assuré la circulation des marchandises.

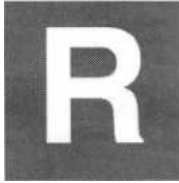
Le profit bancaire est la part de la *plus-value* prélevée par les *banques* qui ont prêté au capitaliste (pour assurer la production) et au commerçant (pour la gestion de ses stocks notamment). Cette part est prélevée sous forme d'intérêts et de commissions.

PROTECTIONNISME

Le protectionnisme est une politique commerciale visant à empêcher ou à restreindre l'accès du marché intérieur d'un pays aux marchandises et aux capitaux extérieurs. Cette politique utilise des moyens tels que droits de douane, limitation des importations (quotas), instauration de normes sanitaires ou techniques contraignantes, subventions aux produits nationaux (notamment subventions aux exportations), manipulation des *taux de change* pour rendre les importations plus coûteuses.

Alors que, dans la phase ascendante du capitalisme, protectionnisme et libre-échange se opposaient vraiment, à l'époque de l'impérialisme, le débat ne se pose plus en ces termes. Il en est ainsi des discussions autour du *GATT*, de l'*OMC*, où l'impérialisme américain a mené son offensive contre les autres impérialismes au nom du libre-échange tout en maintenant, pour la défense de ses propres intérêts, un arsenal législatif puissant dans ce domaine et n'hésitant pas à utiliser l'arme monétaire, en laissant le dollar se dévaluer, pour imposer sa domination.

Par ailleurs, l'argument du libre-échange est un prétexte de *l'impérialisme* pour contraindre les pays dominés à faire sauter les mesures protectionnistes qu'ils ont pu avoir prises au cours de leur histoire : nationalisations de certains secteurs, subventions sur les produits de première nécessité, etc.



RAPPORTS DE PRODUCTION

Les rapports sociaux de production (ou rapports de production) représentent l'ensemble des relations tissées entre les hommes à partir de la production : rapports de propriété des moyens de production (place de chacun vis-à-vis de la propriété des moyens de production), rapports de partage et d'appropriation du produit du travail (rapports d'exploitation), rapports d'échange.

Historiquement, les rapports de production prennent des formes différentes. Ils expriment, en fait, le degré de relation de l'homme avec la nature, ce qui signifie qu'ils sont étroitement liés au niveau atteint par les *forces productives*.

Le rapport de production capitaliste se caractérise par :

- l'antagonisme entre deux classes sociales essentielles, la bourgeoisie, propriétaire des moyens de production, et le prolétariat, contraint de vendre sa force de travail ;
- l'appropriation privée par la bourgeoisie d'une partie du produit de la force de travail (voir à *Plus-value*) ;
- des rapports d'échange basés sur l'existence de producteurs formellement indépendants, qui ne produisent pas pour leur propre consommation, mais pour la vente qui permet de réaliser la *plus-value* extorquée.

RATING

Le rating (terme anglais signifiant "notation") correspond à l'évaluation donnée au risque que représente un émetteur de titres (entreprises, *banques*, institutions financières, Etats). Cette évaluation se présente sous la forme d'une échelle de notes et est réalisée par des agences spécialisées, dont les plus célèbres sont les agences américaines Standard & Poors et Moody's.

Le rating est une donnée fondamentale sur les *marchés financiers*. Il permet de savoir si telle ou telle *action* ou *obligation* a un potentiel de gain ou de perte. Il joue donc un rôle très important dans la détermination des *cours* boursiers.

RÉCESSION

La récession correspond à un ralentissement de la *croissance* économique, voire une stagnation. Lorsque cette baisse d'activité est brutale, il s'agit alors d'une *dépression*.

Depuis une vingtaine d'années, l'économie capitaliste a connu plusieurs phases de récession, en 1974-1975, 1982, 1991, 1993.

RÉÉCHELONNEMENT

Le rééchelonnement consiste à repousser l'échéance d'une *dette* à une date ultérieure. Le rééchelonnement est un des instruments privilégiés du *FMI*, de la *Banque mondiale* et des pays impérialistes pour "traiter" la *dette des pays dominés* et leur en imposer coûte que coûte le paiement. Il s'accompagne généralement de l'obligation, pour le pays "traité", d'appliquer des *politiques d'ajustement structurel*.

Comme l'a démontré encore récemment l'exemple algérien, le rééchelonnement de la *dette* est un levier essentiel de mise sous tutelle des pays endettés par *l'impérialisme* (voir *Dette*).

RELANCE

La relance correspond à l'impulsion donnée à l'économie pour réactiver ou accélérer sa *croissance*.

Pour les capitalistes, cette impulsion est généralement constituée de mesures inspirées par le *keynésianisme* : augmentation des dépenses budgétaires, stimulation de *l'investissement*.

Du point de vue des travailleurs, la seule relance possible, pour contrer les conséquences destructrices de *l'impérialisme sénile*, c'est celle impulsée par des mesures immédiates d'augmentation générale du pouvoir d'achat pour augmenter la consommation et donc la production, et la confiscation des produits spéculatifs pour les investir dans la production

RENTABILITÉ

La rentabilité d'une entreprise représente le rapport entre ses résultats et les moyens mis en oeuvre pour y parvenir, c'est-à-dire le rapport entre son profit, d'une part, et la somme des capitaux dont elle dispose et des crédits qu'elle a contractés auprès des banques, d'autre part.

La recherche de la rentabilité est un prétexte au combat contre les salaires et les acquis sociaux. Dans le contexte de *l'impérialisme sénile* marqué par l'impossibilité d'accroître les marchés, le seuil de rentabilité des capitaux est rarement atteint, ce qui explique et motive l'orientation de masses de capitaux de plus en plus importantes vers la *spéculation*. C'est également au nom de la rentabilité que se mène le combat des capitalistes contre les services publics.

RÉSERVES DE CHANGES RÉSERVES INTERNATIONALES

Les réserves internationales (ou réserves de change, ou encore réserves de *devises*) représentent la quantité d'or (dans l'ancien régime d'étalon-or) et de monnaies étrangères que possède un pays dans les comptes de la *banque centrale*.

Le dollar représente actuellement 64 % des réserves de change des *banques centrales*.



SECOND MARCHÉ

Sur la *Bourse* de Paris, le second marché correspond à un marché où sont cotées les *actions* émises par des sociétés moyennes, n'ayant pas la *capitalisation* suffisante ou ne souhaitant pas accéder au marché principal de la *Bourse*. Les conditions d'accès sont plus souples, avec, notamment, la possibilité de mettre seulement 10 % de son capital en Bourse (contre 25 % au minimum pour le marché principal).

SERVICE DE LA DETTE

Le service de la dette correspond au montant de capital et d'intérêts qu'un *débiteur* doit payer au cours d'une période donnée. Il sert à déterminer un certain nombre d'indicateurs du poids de la *dette*. L'un de ces indicateurs est le rapport du service de la dette (privée et/ou publique) aux exportations. Dans les pays dominés, ce rapport est très élevé. En 1994, une moyenne de 31 % des exportations des pays d'Amérique latine étaient consacrées au paiement de la dette, 25 % dans les pays du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et 21 % en Asie du Sud.

En France, le service de la dette publique (celle de l'Etat) représentait, en 1994, 200 milliards de francs, soit un peu plus de 15 % du PIB du pays.

La nécessité imposée par les *marchés financiers* et le *FMI* d'assurer le service de la dette conduit les gouvernements capitalistes à sacrifier d'autres postes du *budget* tels que les *budgets sociaux*.

SICAV

En France, la SICAV (Société d'investissement à capital variable) est, avec les Fonds communs de placement, un des OPCVM (Organismes de placement collectifs en valeurs mobilières). Comme pour les *FCP*, les SICAV sont des sociétés contrôlées et gérées par des *banques* (en France, essentiellement le Crédit agricole, la BNP et la Société générale)

chargées de collecter des capitaux pour les investir dans différents *titres*. Cependant, l'investissement dans une SICAV s'effectue par l'achat d'une *action* de cette société et non pas par l'achat d'une part du portefeuille de cette société, comme c'est le cas pour les **FCP**.

Il existe des SICAV monétaires investies sur le *marché monétaire*, les SICAV obligataires, qui jouent sur le marché des *obligations* (marché obligataire), et les SICAV en *actions*. Les seules SICAV monétaires représentent actuellement en France 1 000 milliards de francs, soit 59 % de l'ensemble des SICAV, les SICAV obligataires et en *actions* représentant respectivement 26 % et 15 % du total.

SME (Système monétaire européen)

Suite à la remise en cause, en 1971, du système de parité du dollar par rapport à l'or (voir *Accords de Bretton-Woods*) par l'impérialisme américain, les pays membres de la **CEE** ont tenté de mettre en place un système de *taux de change* (parité) fixe entre leurs *monnaies*. Il s'agissait d'un mécanisme (appelé "serpent monétaire") où la fluctuation des *monnaies* européennes était concertée entre pays membres. Confronté aux contradictions et aux antagonismes entre pays de la **CEE**, subissant de nombreuses vagues spéculatives, le serpent monétaire fut totalement abandonné en 1979.

Le SME, mis en place en 1979, lui a succédé. Il s'agit également d'un système de parités fixes entre *monnaies*, non pas par rapport à un étalon, mais par rapport à une unité de compte, un panier de *devises*, **l'ECU** (qui fut créé à cette occasion).

Le *taux de change* de chaque monnaie européenne par rapport à **l'ECU** s'appelle le "cours-pivot". Cependant, contrairement au "serpent monétaire", chaque *monnaie* a la possibilité de varier, sans intervention extérieure, autour de ce cours pivot dans une limite nommée "marge de fluctuation". Jusqu'en août 1993, cette marge avait été fixée à plus ou moins 2,25 % du cours pivot, soit une possibilité de fluctuation de 4,50 % maximum.

Le but du SME était d'instaurer une zone de stabilité monétaire au sein de la **CEE** et de s'orienter vers la création d'une *monnaie* européenne unique (voir **ECU**).

Dans les faits, les différentes vagues spéculatives et la concurrence entre impérialistes ont secoué constamment le SME, qui a connu plus d'une douzaine de réajustements de parités. En septembre 1992, la livre anglaise sortait définitivement du SME. Ce fut le tour de la lire italienne en août 1993, tandis qu'une nouvelle vague spéculative sans précédent contre la peseta espagnole, l'escudo portugais et le franc français conduisait les gouvernements de la **CEE** (selon un accord du 2 août 1993) à porter la marge de fluctuation à plus ou moins 15 % autour de leur cours pivot, soit une fluctuation possible de 30 % ! Autant dire que le SME, pilier du traité de Maastricht, était largement remis en cause. Preuve en est, les discussions en cours pour limiter la zone de stabilité

monétaire à quelques pays autour de l'Allemagne, instaurant de fait une "zone mark".

Mais, surtout, les causes de ces soubresauts se trouvent dans les caractéristiques fondamentales des *monnaies* nationales et les rapports de classes noués dans les pays d'où elles proviennent :

"Toute l'histoire accumulée des nations se traduit dans les rapports entre les classes, dans les multiples détails des conditions de production, donc d'exploitation. (...). Il y a donc une relation très forte entre la nation, le marché national et la monnaie nationale. Chaque bourgeoisie utilise son marché et sa monnaie pour défendre ses positions sur le marché mondial (...).

Ce serait tellement plus simple si, sur toute la planète, on pouvait utiliser la même monnaie, et alors, adieu les variations de change et les crises monétaires ! Seulement, la société universelle est divisée en classes et en Etats, donc en monnaies. L'Union européenne n'est pas un processus de transformation de ses Etats membres en un super-Etat faisant le contrepoids des Etats-Unis, mais au contraire un processus de déréglementation ouvrant les marchés européens à la pénétration des marchandises et capitaux américains (...).

Le seul réalisme, à ce jour, du projet de monnaie unique, c'est le cadre contraignant qu'il donne aux gouvernements européens, pour mener leurs attaques contre les conquêtes ouvrières et démocratiques dans tous les pays" (Michel Daubemy, "Qu'est-ce que la monnaie ?", Les Cahiers de la Comeco, n°1).

SPÉCULATEURS - SPÉCULATION

Déjà présente auparavant, la spéculation est devenue, à l'époque de *l'impérialisme*, une caractéristique essentielle du capitalisme, un facteur qui influe directement sur les conditions de la mise en valeur du *capital*.

Elle a surgi de la contradiction entre la tendance du *capital* à développer les *forces productives* afin de dégager des quantités croissantes de *plus-value* réalisées sur des marchés toujours croissants, d'une part, et, d'autre part, les limites du *mode de production* capitaliste du fait de la stagnation des marchés, caractéristique du stade impérialiste.

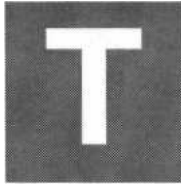
Cette contradiction a stimulé le développement de processus de valorisation parasitaire du *capital* par le biais de la spéculation aux profits élevés. Des masses croissantes de *capital* s'orientent vers la spéculation au détriment de la production. La spéculation signifie donc la destruction des *forces productives*.

Cette spéculation s'effectue sur l'immobilier, les matières premières. Mais la plus grande partie est effectuée sur les *marchés financiers* (voir à *Bourse, Marchés financiers, Produits dérivés*).

En dehors de quelques personnages savamment médiatisés (tels que G. Soros), les spéculateurs sont essentiellement les *banques* et les *investisseurs institutionnels*.

STOCK OPTION

Le stock option (ou plan d'option sur actions) est un mécanisme utilisé par une société pour rémunérer ses cadres dirigeants en leur permettant d'acquérir des actions de cette société à un prix et dans un délai fixé à l'avance.



TAUX DE CHANGE

Le taux de change est le prix d'une *monnaie* exprimé en une autre *monnaie*. Ce prix se fixe par le jeu de l'offre et de la demande sur le *marché des changes*, mais peut aussi être arbitrairement fixé par l'Etat.

Le taux de change joue un rôle déterminant dans la lutte entre impérialismes pour la conquête des marchés (voir à *Dévaluation*).

L'évolution des taux de change est souvent liée à celle des *taux d'intérêt*.

S'il se produit une augmentation des *taux d'intérêt* dans un pays, celui-ci va voir affluer une grande masse de *capitaux flottants* alléchés par cette nouvelle possibilité de profits.

Cela va provoquer une forte demande de sa *monnaie* nationale, qui va connaître une *appréciation*. Le phénomène inverse peut se produire en cas de baisse des *taux d'intérêt*.

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et l'ensemble de la population active d'un pays. Cette dernière représente la part de la population ayant une activité rémunérée, à laquelle s'ajoutent les chômeurs déclarés.

Au sein de la *CEE*, le taux de chômage atteignait, en 1994, 11,1 %, soit plus de 18 millions de personnes.

TAUX DE PLUS-VALUE (TAUX D'EXPLOITATION)

Le taux de plus-value est le rapport entre la quantité de *plus-value* produite et le *capital* avancé pour acheter la *force de travail*, le *capital variable*. Il est exprimé par la formule suivante :

$$\frac{PI}{V}$$

Exemple

Un capitaliste investit, pour une journée de travail, 1 000 en capital, dont 800 au titre du *capital constant* et 200 de *capital variable*. Imaginons que, au cours de cette même journée de travail, la *plus-value* produite est de 200. Nous avons alors un taux de plus value de :

$$\frac{200}{200} = 100 \%$$

Le taux de plus-value permet de mesurer le degré d'exploitation de la *force de travail*.

TAUX DE PROFIT •

Le taux de profit est le rapport entre la *plus-value* et la somme du *capital variable* et du *capital constant*, soit :

$$PI$$

$$C + V$$

Exemple

Un capitaliste investit, pour une journée de travail, 1 000 en capital dont 800 au titre du *capital constant* et 200 de *capital variable*. Imaginons que, au cours de cette même journée de travail, la *plus-value* produite est de 200. Nous avons alors un taux de profit de :

$$\frac{200}{1\ 000} = 20 \%$$

Pour le capitaliste, le taux de profit mesure ce que lui rapporte l'investissement initial (voir également *Baisse tendancielle du taux de profit*).

TAUX D'INTÉRÊT

Le taux d'intérêt représente la rémunération attendue d'un prêt monétaire. Il existe une grande quantité de types de taux d'intérêt. Ils dépendent de la durée des prêts et du type de financement concerné. On peut grossièrement les classer en trois catégories :

— les taux du *marché monétaire* ou taux interbancaires, qui sont le prix que payent les *banques* en empruntant auprès des autres *banques* et/ou de la *banque centrale*, autrement appelés taux à court terme ou "taux courts" ;

— les taux du marché des *obligations* ou taux obligataires, qui sont les taux de rémunération des *obligations*, autrement appelés taux à long terme ou "taux longs" ;

— les taux d'intérêt des prêts accordés par les *banques* à leur clientèle (entreprises et particuliers), qui dépendent largement du niveau des deux précédents types de taux.

Dans le mode de production capitaliste, les taux d'intérêt ont un rôle économique très important.

Pour les travailleurs, ils ont une influence sur *l'épargne* (quand ils en ont une) ou sur leur possibilité d'accès au crédit à la consommation ou immobilier.

Pour les capitalistes industriels, les taux d'intérêt jouent sur leurs coûts financiers engagés pour la production (emprunts auprès des *banques*) et donc leur décision de réaliser des investissements nouveaux. Ils peuvent également rendre plus attractifs des placements dans des *actifs financiers* au détriment de la production.

Pour l'Etat, les niveaux de taux d'intérêt ont des conséquences directes sur la part de son *budget* consacrée au remboursement de la *dette* publique. Des *obligations* du Trésor à taux d'intérêt élevé vont attirer les capitaux, mais alourdir le *service de la dette* de l'Etat, dette qu'il va chercher à faire supporter aux travailleurs en réduisant les budgets sociaux et/ou en augmentant les impôts.

Le niveau des taux d'intérêt a un impact important sur les *marchés financiers*. Si, par exemple, les taux des *obligations* augmentent, cela peut avoir deux conséquences :

— les capitaux vont avoir tendance à quitter le marché des *actions* si la hausse des taux obligataires leur ouvre une perspective de profit plus alléchante. Les détenteurs *d'actions* vont chercher à s'en débarrasser au plus vite, provoquant une baisse de leurs *cours*, d'autant que la hausse des taux d'intérêt va alourdir les coûts financiers des entreprises.

— ceux qui détiennent des *obligations* émises avec un taux d'intérêt plus bas vont chercher à s'en débarrasser pour acheter les nouvelles *obligations* à taux d'intérêt plus élevé, avec des conséquences sur les *cours*.

Enfin, les taux d'intérêt jouent un rôle essentiel dans la mise en oeuvre de la *politique monétaire* d'un Etat. Afin de restreindre la quantité de

monnaie, la *banque centrale* peut augmenter les taux d'intérêt pour restreindre les *crédits*.

TAUX DIRECTEUR

Un taux directeur est un *taux d'intérêt* de référence utilisé par les *banques centrales*. Il s'agit du *taux d'intérêt* auquel celles-ci prêtent aux banques les quantités de *monnaie* nationale dont elles ont besoin. Ces prêts étant faits à court terme (inférieurs à deux ans), leur *taux d'intérêt* est un *taux d'intérêt à court terme*, dit "taux court" (voir *Taux d'intérêt*).

En France, la Banque de France a deux taux directeurs, fixant une limite inférieure (le "taux des appels d'offres") et une limite supérieure (le "taux des pensions").

L'évolution de ce taux a un impact essentiel dans la détermination de tous les autres *taux d'intérêt* nationaux et constitue donc un élément essentiel de la *politique monétaire* menée par l'Etat et la *banque centrale*.

TITRE

Un titre représente un droit de propriété (titre de propriété d'un immeuble ou d'une marchandise) ou une *créance* (*action*, *obligation*, *bon du Trésor*, etc.). Quand un titre porte le nom de celui qui le possède, on parle de titre nominatif. Dans le cas contraire, on parle de titre au porteur.

Jusque dans les années 1980, les titres étaient représentés par des documents. Depuis, les titres ont été pour la plupart "dématérialisés", c'est-à-dire qu'ils ne sont plus représentés que par une ouverture de compte.

TRAITÉ DE MAASTRICHT

Faisant suite au traité de Rome de 1957 instituant une union douanière européenne (création de la *CEE*), et à l'*Acte unique européen* de 1985 instituant un marché intérieur européen, le traité de Maastricht, adopté en 1992 et 1993, se fixe de réaliser l'union politique et l'union monétaire. (voir à *UEM*).

TRUST

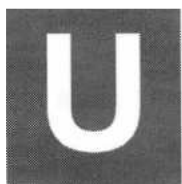
Le trust est une forme de concentration de différentes entreprises dans une seule unité et tendant à acquérir ainsi une position de *monopole* sur un marché. La formation de puissants trusts est une des caractéristiques essentielles de *l'impérialisme*.

En 1993, parmi les dix plus grands trusts mondiaux, on trouvait :

— six trusts américains, trois japonais et un anglais ;

— trois étaient dans l'automobile, trois dans le pétrole, trois dans l'électronique et un dans l'agro-alimentaire.

Sur les deux cents plus grands trusts, ces dix trusts accaparaient à eux seuls autant de profit que les cent quatre-vingt-dix suivants réunis (presque 40 milliards de dollars).



ES

UNION EUROPÉENNE

Nouveau nom, depuis 1994, de la *CEE* élargie à trois nouveaux pays (Suède, Finlande et Autriche), l'Union européenne, tout en se situant dans la lignée du traité de Rome instituant la CEE, constitue une nouvelle étape d'accélération des mesures de *déréglementation*, élargies à de nouveaux pays européens, sous la pression de l'offensive mondiale de *l'impérialisme* américain.

UEM

L'UEM (Union européenne monétaire) est l'axe principal du *traité de Maastricht*. Elle se fixe comme objectif la création d'une *monnaie* unique européenne et d'une *politique monétaire commune* menée par une *banque centrale* européenne. Pour cela, le *traité de Maastricht* a défini trois étapes :

— **étape n° 1** : coordination, sur le plan européen, des *politiques monétaires* et gel de la composition interne de *l'ECU*, aucune nouvelle *monnaie* ne pouvant y entrer.

— **étape n° 2** : intensification du rapprochement des *politiques économiques* des pays européens sur la base de critères de convergence imposant la réduction des *déficits budgétaires* en dessous de 3 % du *PIB* et de la *dette* publique en dessous de 60 % du *PIB*. Création d'un Institut monétaire européen (IME), embryon de *banque centrale* européenne, et amorçage d'une *politique monétaire* commune.

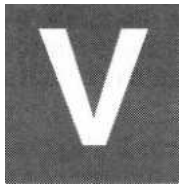
— **étape n° 3** (à partir de 1997 au minimum) : instauration de la *monnaie* unique (*ECU*), de la *banque centrale* européenne, d'une *politique monétaire* commune et d'un cadre plus contraignant vis-à-vis des pays membres qui ne respectent pas les critères de convergence définis pour le passage à cette étape, à savoir :

- *inflation* inférieure ou égale à 2 % ;
- déficits publics inférieurs ou égaux à 3 % du *PIB* ;
- endettement public inférieur ou égal à 60 % du *PIB* ;
- maintien des marges de fluctuation (voir à *SME*) entre les *monnaies* à plus ou moins 2,5 % ;

-
- pas de décalage de plus de 2 % des *taux d'intérêt* à long terme de chaque pays membre.

Ces objectifs du *traité de Maastricht* ont été sérieusement mis à mal ces dernières années.

D'abord, le cadre initialement fixé par le *SME* a été bouleversé par l'instauration de marges de fluctuation à plus ou moins 15 %, c'est-à-dire qu'a été remis en cause un des critères de convergence les plus essentiels. D'autre part, peu de pays respectent les autres critères de convergence. Actuellement, trois des quinze pays de l'Union européenne répondent à tous les critères (Luxembourg, Allemagne, Irlande).



VALEUR AJOUTÉE

En comptabilité, la valeur ajoutée correspond au chiffre d'affaires (le total des ventes) d'une société, dont on déduit les consommations intermédiaires, c'est-à-dire les achats des produits que l'entreprise a transformés.

Ainsi, lorsqu'un tailleur achète 1 000 F de tissu pour faire un costume qu'il va vendre 1 500 F, il réalisera une valeur ajoutée de 500 F. Il va alors consacrer cette somme au paiement de ses ouvriers, de ses frais de production (électricité, loyer, frais financiers, etc.). Une fois déduit tout cela, la somme qui lui reste est le bénéfice.

C'est la valeur ajoutée que l'on prend en compte pour calculer le **PIB** et le **PNB**.

La valeur ajoutée ne s'identifie pas à la *plus-value*. Sous une expression purement comptable, elle apparaît comme la représentation d'une *valeur* nouvelle créée dans le processus de production, qui est répartie entre, d'une part, la rémunération du *capital variable* et, d'autre part, la *plus-value*, cette dernière étant elle-même répartie entre dividendes, intérêts, impôts, pour ne laisser que le *profit* industriel.

VALEUR BOUSIÈRE

La valeur boursière d'un titre équivaut à son cours boursier (voir *Cours*). Par extension, le vocabulaire désigne par le nom de valeur le *titre* lui-même.

VALEUR D'ÉCHANGE - VALEUR

La valeur d'échange (ou valeur) d'une marchandise est mesurée par la quantité de travail abstrait socialement nécessaire qu'elle contient.

L'échange entre deux marchandises (X quantités d'une marchandise =

Y quantités d'une autre marchandise) n'a de sens que parce qu'il existe quelque chose de commun entre elles. Ce caractère commun, c'est le

travail humain abstrait que ces marchandises contiennent. On parle de travail abstrait, car il ne s'agit pas ici d'une espèce particulière de travail (celui du tailleur de pierre ou du chaudronnier) différente d'une autre espèce de travail.

On parle également de travail socialement nécessaire, car il s'agit du temps de travail nécessaire en moyenne dans une société donnée, à un moment donné.

Une chose ne peut avoir une valeur d'échange si elle n'a pas de *valeur d'usage*, ou, plus précisément, si elle n'a pas de *valeur d'usage* pour d'autres personnes que celui qui l'a fabriquée.

La distinction entre valeur d'échange et *valeur d'usage* a définitivement été établie par Karl Marx.

VALEUR D'USAGE

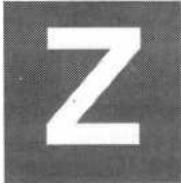
La valeur d'usage correspond à l'utilité qu'a une chose, sa capacité à satisfaire un besoin humain. Dans la valeur d'usage, le travail est perçu d'un point de vue qualitatif (au contraire de la *valeur d'échange*, où il est considéré d'un point de vue quantitatif).

Dépendant des propriétés propres de la marchandise, la valeur d'usage se réalise dans les utilisations ou la consommation de la marchandise.

Une chose peut avoir une valeur d'usage sans avoir une *valeur d'échange*. Il est ainsi de ce qui n'est pas produit par l'homme, mais qui lui est utile (eau, air, etc.), ou de ce qu'il produit pour son usage personnel.

VALEUR MOBILIÈRE

Une valeur mobilière est un *titre à long terme* librement négociable, c'est-à-dire qu'il peut être revendu à volonté.



ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE

Une zone de libre-échange est un accord passé entre plusieurs pays pour réduire ou supprimer entre eux les droits de douane et toutes les restrictions à la libre circulation des marchandises et des capitaux.

Chaque adhérent à cet accord mène une politique douanière indépendante vis-à-vis des pays extérieurs à l'accord.

Dans le cas d'une union douanière (cas de la CEE et de l'Union européenne), cette politique vis-à-vis des pays extérieurs est établie d'un commun accord entre pays membres.

Derrière les intentions affichées Par ce type d'accord, les zones de libre-échange sont en fait, pour la plupart, des instruments de domination des *impérialismes*, et notamment de l'*impérialisme* américain.

En outre, elles sont un instrument de pression sur les salaires et les acquis sociaux contre les travailleurs de ces mêmes pays impérialistes en favorisant la *délocalisation* des industries.

Preuve en est la politique de l'*impérialisme* américain, initiée par Georges Bush avec son "Initiative pour les Amériques", politique se fixant pour objectif la création d'une vaste zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu.

Cette politique, dont le premier stade est la constitution de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique), repose sur trois principes :

- instauration de la libre circulation des marchandises et des capitaux, ouvrant les *pays dominés* de ce continent au *capital* étranger ;
- création d'un "programme d'aide" fonctionnant comme les *politiques d'ajustement structurel* imposées par le FMI et la Banque mondiale ;
- poursuite du chantage à la *dette* en promettant une "réduction de dette" si le pays concerné est un bon élève et se montre suffisamment docile pour appliquer la politique de l'*impérialisme*.

Les principales zones de libre-échange sont l'Union européenne, l'ALENA, l'Accord de libre-échange asiatique (ALEA) signé par les pays de l'ASEAN (Association of South East Asian Nations - Association des nations du Sud-Est asiatique), ou encore le Mercosur, liant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

ZONE FRANC

La zone franc est constituée de quatorze pays, anciennes colonies africaines de *l'impérialisme* français, regroupés dans la Communauté financière africaine (CFA) : Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Mali, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo. Dans ce cadre, la *monnaie* nationale de ces pays est déterminée par rapport au franc français (franc CFA), la Banque de France étant leur véritable *banque centrale*.

Depuis sa création jusqu'en janvier 1994, le franc CFA s'échangeait à un taux fixe de 50 francs CFA pour un franc français. Le 12 janvier 1994, l'impérialisme français, suivant les directives du *FMI*, imposait aux quatorze pays de la zone franc une *dévaluation* de 100 % du franc CFA, celui-ci s'échangeant désormais à 100 francs CFA pour un franc français.

Cette dévaluation a eu, bien sûr, des effets désastreux sur des pays où les produits de base, que les populations locales se procuraient avec grande difficulté, ont vu leur prix doubler. Quant à ce qu'il restait du secteur productif de ces pays, dont la majeure partie des équipements sont importés du fait de leur assujettissement à *l'impérialisme*, il fut touché profondément par cette *dévaluation*. En revanche, cette dernière a permis aussi aux *trusts* impérialistes de s'approvisionner en matières premières à meilleur marché.

La *dévaluation* du franc CFA s'inscrivait donc totalement dans les objectifs du *capital financier* représentés par les *politiques d'ajustement structurel* du *FMI* imposées aux peuples.

ZONE FRANCHE

Une zone franche est une portion du territoire national où peuvent s'implanter des entreprises qui sont autorisées à réaliser leur production en dehors des normes légales du pays d'accueil.

Les zones franches se sont largement développées dans une grande partie des *pays dominés*. Les dirigeants de ces pays offrent ainsi à des grands *trusts* impérialistes la possibilité d'utiliser une main-d'oeuvre à bas prix ne pouvant s'organiser syndicalement et politiquement, de bénéficier d'exonérations fiscales et de charges sociales, ainsi que de la possibilité de rapatrier librement les bénéfices. La Chine est passée maître dans ce domaine en offrant sa main-d'oeuvre bon marché aux multinationales.

Cependant, les gouvernements impérialistes tentent d'appliquer aussi dans leurs propres pays le principe des zones franches par le jeu d'exonérations fiscales et de charges sociales, par l'instauration de dérogations au Code du travail (voir ce qui s'est passé avec Eurodisney), etc.